

ANNEXES

Annexe 1:

Lignes directrice du deuxième rapport national

Écosystèmes des eaux intérieures

1. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	
b) Moyen	X
c) Faible	
d) Pas applicable	
2. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	
d) Très limitées	X

Diversité biologique des zones marines et côtières

3. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	X
b) Moyen	
c) Faible	
d) Pas applicable	
4. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	X
c) Limitées	
d) Très limitées	

Diversité biologique agricole

5. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	
b) Moyen	X
c) Faible	
d) Pas applicable	

6. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	
d) Très limitées	X

Diversité biologique des forêts

7. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	X
b) Moyen	
c) Faible	
d) Pas applicable	
8. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations ?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	X
d) Très limitées	

Diversité biologique des terres arides et semi-arides

9. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) Important	X
b) Moyen	
c) Faible	
d) Pas applicable	
10. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?	
a) Tout à fait suffisantes	
b) Suffisantes	
c) Limitées	
d) Très limitées	X

Autres observations sur les programmes de travail et les priorités

Le Gabon a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur la Lutte contre la désertification et/ou la dégradation des sols. A cet effet, une fenêtre a été ouverte au niveau du FEM pour appuyer la mise en œuvre de la convention dans ce cadre : programme opérationnel N°15(P.O.15).Toutefois, le Gabon, en sa qualité de pays forestier, ne traite que les aspects liés à la dégradation des sols.

Dans l'ensemble, les programmes de travail connaissent un début timide en raison de l'insuffisance des ressources tant humaines que financières.

Article 5 Coopération

11. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
12. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
13. Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec d'autres Parties en ce qui concerne les zones situées au-delà de la juridiction de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique?					
a) coopération bilatérale (précisez ci-dessous)			Avec USA (évaluation de la biodiversité du Gabon) Avec la France (Projet Biodivalor) Avec le Japon et l'Espagne (Projet de valorisation des ressources halieutiques..)		
b) programmes internationaux (précisez ci-dessous)			CEFDAHAC (Confé- Rence des Ecosystèmes des Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale), COMIFAC (Conférence Ministérielle sur les Forêts d'Afrique Centrale) Grand écosystème marin du courant de Guinée PSVAP (programme sectoriel de Valorisation des Aires Protégées)		
c) accords internationaux (précisez ci-dessous)			MAB,AIF		

Décision IV/4. Etat et évolution de la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures et options pour leur conservation et leur utilisation durable

14. Votre pays a-t-il mis en place une coopération efficace, par le biais d'accords bilatéraux et multilatéraux, pour la gestion durable de bassins versants, des bassins de captation et des bassins fluviaux transfrontaliers, ainsi que des espèces migratrices?	
a) non	X
c) oui - de façon limitée	
d) oui - de façon importante	
d) pas applicable	

Décision IV/15. Relations entre la CBD et les Conventions relatives à la biodiversité, les accords internationaux, les institutions et les processus correspondants

15. Votre pays a-t-il développé des méthodes de gestion pour les zones transfrontières protégées?	
a) non	
b) oui - de façon limitée	
c) oui - de façon importante	X
d) pas applicable	

Décision V/21. Coopération avec d'autres Organismes

16. Votre pays a-t-il mis en place une collaboration efficace avec l'Année internationale de l'observation de la diversité biologique de DIVERSITAS, et a-t-il assuré une complémentarité avec l'initiative que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique prévoient d'entreprendre afin de promouvoir le savoir scientifique et la sensibilisation du public au rôle crucial de la biodiversité pour le développement durable?	
a) non	X
b) non - dans une moindre mesure	
c) oui- dans une large mesure	

Décision V/27. Contribution de la Convention sur la diversité biologique à l'étude décennale sur les progrès accomplis depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

17. Votre pays prévoit-il de souligner et de mettre l'accent sur les questions de diversité biologique dans le cadre de sa contribution à l'étude décennale des progrès accomplis depuis le Sommet de la Terre?	
a) non	X
b) oui	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 6 Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable

18. Quel niveau de priorité votre pays accorde-t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
19. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
En ce moment, le Gabon prépare le Programme Sectoriel Forêt et Environnement (PSFE) qui est la mise en œuvre de trois exercices de planification visant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité (PNAE, PAFT, SNPA-DB)					
20. Quel est le statut de votre stratégie nationale en matière de diversité biologique					

(6a)?	
a) néant	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) établi ¹	
e) établi et adopté ²	
f) rapports de mise en oeuvre disponibles	X
21. Quel est le statut de votre plan d'action en matière de diversité biologique (6a)?	
a) néant	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) établi ²	
e) établi et adopté ²	
f) rapports de mise en oeuvre disponibles	X
22. Votre plan d'action/stratégie national couvre t-il tous les articles de la Convention (6a)? (6a)?	
a) seulement quelques articles	X
b) la plupart des articles	
b) tous les articles	
23. Votre plan d'action/stratégie national couvre t-il l'intégration d'autres activités sectorielles (6b)?	
a) non	
b) certains secteurs	X
c) les principaux secteurs	
d) tous les secteurs	

Décision II/7 et décision III/9 Examen des Articles 6 et 8 la Convention

24. Des mesures sont-elles prises pour l'échange d'informations et le partage d'expérience sur le processus de planification des mesures nationales avec d'autres Parties contractantes?	
a) peu ou pas de mesure	
b) partage de stratégies, de plans et/ou d'études de cas	
c) réunions régionales	X
25. Tous les plans d'action/stratégies nationaux de votre pays comprennent-ils un élément de coopération internationale?	
a) non	X
b) oui	

^{1/} Veuillez inscrire les informations demandées à la dernière page des présentes lignes indicatrices.

26. Votre plan d'action/stratégie national est-il coordonné avec ceux des pays avoisinants?	
a) non	X
b) pourparlers bilatéraux/multilatéraux en cours	
c) coordination dans certains secteurs/domaines thématiques	
d) entièrement coordonné	
e) non applicable	
27. Votre pays a-t-il établi des cibles mesurables dans le cadre de vos stratégies/plans d'action nationaux?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) programme mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	
Si vous êtes un pays Partie en développement ou une Partie avec une économie en transition	
28. Votre pays a-t-il reçu un appui du mécanisme de financement pour la préparation des stratégies/plans d'action nationaux?	
a) non	
b) oui	X
Dans l'affirmative, quelle a été l'agence d'exécution (PNUD, PNUE ou Banque mondiale)?	PNUD

Décisions III/21. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les autres conventions relatives à la biodiversité

29. Est-ce que les correspondants nationaux de la CBD et les autorités compétentes de la Convention de Ramsar, de la Convention de Bonn et de la CITES travaillent à l'application de ces conventions de façon à éviter de faire le travail en double.	
a) non	X
b) non - dans une moindre mesure	
c) oui- dans une large mesure	

Autres observations sur l'application de cet article

En ce moment, le Gabon a soumis au FEM pour financement, un projet intitulé : Auto-évaluation des Capacités Nationales à Renforcer (ANCR). Ce projet est une amorce du travail en synergie entre les trois conventions cadres de Nations Unies : CDB, CCNUCC, CCNULCD.

Dans le même esprit, un arrêté ministériel en vue de mettre en place un cadre de concertation et de travail entre lesdites conventions est en cours de signature.

De même, des négociations sont en cours pour travailler dans le sens de la question posée.

Article 7 Identification et surveillance

30. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
31. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
32. Votre pays dispose-t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau des espèces (7a)?					
a) activité minimale					
b) pour les groupes clés (tels que les espèces menacées ou endémiques) ou les indicateurs					X
c) pour une gamme de groupes majeurs					
d) pour une gamme complète d'espèces					
33. Votre pays dispose-t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau des écosystèmes (7a)?					
a) activité minimale					
b) seulement pour les écosystèmes présentant un intérêt particulier					X
c) pour les principaux écosystèmes					
d) pour une gamme complète d'écosystèmes					
34. Votre pays dispose t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau génétique (7a)?					
a) activité minimale					X
b) programme mineur dans certains secteurs					
c) programme majeur dans certains secteurs					
d) programme majeur dans tous les secteurs pertinents					
35. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau des espèces (7a)?					
a) activité minimale					
b) pour les groupes clés (tels que les espèces menacées ou endémiques) ou les indicateurs					X
c) pour une gamme de groupes majeurs					
d) pour une gamme complète d'espèces					
36. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau des écosystèmes (7b)?					
a) activité minimale					X
b) seulement pour les écosystèmes présentant un intérêt particulier					
c) pour les principaux écosystèmes					

d) pour une gamme complète d'écosystèmes	
37. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau génétique (7b)?	
a) activité minimale	
b) programme mineur dans certains secteurs	
c) programme majeur dans certains secteurs	
d) programme majeur dans tous les secteurs pertinents	
38. Votre pays a-t-il identifié les activités qui ont des incidences néfastes sur la diversité biologique (7c)?	
a) non	
b) première étape d'examen et d'évaluation	
c) étape avancée d'examen et d'évaluation	
d) examen et évaluation terminés	
e) rapports sur les résultats disponibles	X
39. Votre pays surveille-il ces activités et leurs effets (7c)?	
a) non	
b) première étape d'établissement de programme	
c) étape avancée d'établissement de programme	
d) programme mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	X (certains secteurs)
40. Votre pays coordonne-t-il la collecte et la gestion d'informations au niveau national (7d)?	
a) non	
b) première étape d'établissement de programme	X
c) étape avancée d'établissement de programme	
d) programme mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	

Décision III/10 Identification, surveillance et évaluation

41. Votre pays a-t-il identifié des indicateurs nationaux de diversité biologique?	
a) non	
b) évaluation d'indicateurs potentiels en cours	X
c) indicateurs identifiés (dans ce cas, donnez une description ci-après)	
42. Votre pays applique-t-il des techniques d'évaluation rapide et de télédétection?	
a) non	
b) première étape d'établissement de programme	
c) étape avancée d'établissement de programme	
d) programme mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	X

43. Votre pays a-t-il adopté une démarche par étape pour la mise en oeuvre de l'Article 7 en mettant d'abord l'accent sur l'identification des éléments de la diversité biologique (7a) et sur les activités qui ont des effets nocifs sur ces éléments (7c)?	
a) non	X
b) pas approprié au contexte national	
c) oui	
44. Votre pays coopère-t-il avec d'autres Parties contractantes dans des projets pilotes de démonstration sur l'application de méthodologies d'évaluation et d'indicateurs?	
a) non	
b) oui (dans l'affirmative, donnez des détails ci-après)	X (élaboration des critères ayant servi à l'identification des écorégions du Gabon)
45. Votre pays a-t-il préparé et mis à la disposition d'autres Parties contractantes des rapports sur toute expérience d'application de méthodologies d'évaluation?	
a) non	X
b) oui	
46. Votre pays cherche-t-il rendre plus largement disponibles les informations taxonomiques qu'il détient dans ses collections?	
a) pas de collections pertinentes	
b) aucune mesure	
c) oui (dans l'affirmative, donnez des détails ci-après)	X (plusieurs ateliers de vulgarisation)

Décision V/7. Identification, surveillance, évaluation, et indicateurs

47. Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec les pays avoisinants en matière d'indicateurs, de surveillance et d'évaluation?	
a) non	
b) coopération limitée	
c) coopération importante sur certaines questions	X
d) coopération importante sur de nombreuses questions	
48. Votre pays a-t-il fourni des études de cas en matière de développement et d'application de programmes d'évaluation, de surveillance, et d'indicateurs?	
a) non	X
b) oui - études fournies au Secrétariat	
c) oui - études fournies par l'intermédiaire du Centre d'échange	
d) oui - études fournies par d'autres moyens (veuillez préciser)	

49. Votre pays apporte t-il son aide à d'autres Parties afin de les aider à augmenter leurs capacités à développer des programmes d'indicateurs et de surveillance?	
a) non	X
b) formation	
c) soutien direct	
d) partage d'expérience	
e) autre (Expliquez)	

Autres observations sur l'application de cet article

<ul style="list-style-type: none"> - les programmes nationaux n'ont pas développé les indicateurs mais une étude non validée avait été réalisée dans le cadre de la préparation du PSFE ; - en matière de surveillance quelques mesures sont en cours ;

Décisions en matière de taxonomie Décision IV/1 Rapport et recommandations de la troisième réunion du SBSTTA [en partie]

50. Votre pays a-t-il fait une évaluation des besoins nationaux en matière de taxonomie et/ou organisé des ateliers pour déterminer les priorités du pays dans ce domaine?	
a) non	X
b) première étape d'évaluation	
c) étape avancée d'évaluation	
d) évaluation terminée	
51. Votre pays a-t-il établi un plan d'action national en matière de taxonomie?	
a) non	X
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) plan d'action mis en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	
52. Votre pays met-il à disposition les ressources appropriées pour améliorer la disponibilité des informations taxonomiques?	
a) non	
b) oui, mais pas suffisamment	X
c) oui, complètement	
53. Votre pays encourage-t-il les occasions de formation et d'emploi à l'échelle bilatérale et multilatérale pour les taxonomistes, en particulier pour ceux qui se spécialisent dans les organismes peu connus?	
a) non	X
b) quelques occasions	
c) de nombreuses occasions	
54. Votre pays investit-il à long terme dans la mise en place de l'infrastructure appropriée pour les collections taxonomiques du pays?	
a) non	X

b) certains investissements	
c) d'importants investissements	
55. Votre pays encourage-t-il l'établissement de partenariat entre les institutions taxonomiques dans les pays développés et les pays en développement?	
a) non	
b) oui - politique énoncée	X
c) oui - programme national systématique	
56. Votre pays a-t-il adopté des niveaux quelconques de structure internationalement convenus pour abriter les collections?	
a) non	X
b) à l'étude	
c) en cours de mise en oeuvre par certaines collections	
d) en cours de mise en oeuvre par toutes les grandes collections	
57. Votre pays a-t-il mis sur pied des programmes de formation en matière de taxonomie?	
a) non	X
b) quelques-uns	
c) un grand nombre	
58. Votre pays a-t-il rendu compte des mesures adoptées pour renforcer les capacités nationales en matière de taxonomie, pour désigner des centres nationaux de référence, et pour mettre les informations abritées dans les collections à la disposition des pays d'origine?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - CENTRE D'ÉCHANGE	
d) oui - autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	
59. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la stabilité financière et administrative des institutions responsables des inventaires de la diversité biologique et des activités taxonomiques?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui pour certaines institutions	
d) oui pour toutes les grandes institutions	
60. Votre pays a-t-il aidé les institutions taxonomiques à établir des consortiums pour mener des projets régionaux?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui - de façon limitée	
d) oui - de façon importante	
61. Votre pays a-t-il accordé une attention particulière au financement international de bourses pour des spécialistes étudiant à l'étranger ou pour attirer des experts internationaux dans des stages nationaux ou régionaux?	
a) non	X

b) à l'étude	
c) oui - de façon limitée	
d) oui - de façon importante	
62. Votre pays a-t-il établi des programmes de recyclage pour permettre à des spécialistes compétents de se réorienter vers des domaines liés à la taxonomie?	
a) non	X
b) quelques-uns	
c) un grand nombre	

Décision V/9. Initiative mondiale en matière de taxonomie: Mise en œuvre et progression des suggestions d'actions

63. Votre pays a-t-il identifié ses besoins d'informations dans le domaine de la taxonomie, et a-t-il évalué sa capacité nationale à y répondre?	
a) non	X
b) évaluation de base	
c) évaluation approfondie	
64. Votre pays a-t-il établi ou regroupé des centres de références taxonomiques?	
a) non	
b) oui	X
65. Votre pays a-t-il travaillé sur le renforcement de ses capacités en matière de recherche taxonomique?	
a) non	
b) oui	X
66. Votre pays a-t-il communiqué au Secrétaire exécutif des informations sur les programmes, projets ou initiatives de projets pilotes dans le cadre de l'Initiative mondiale en matière de Taxonomie?	
a) non	X
b) oui	
67. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national pour l'Initiative mondiale en matière de taxonomie qui serait en contact avec d'autres correspondants nationaux?	
a) non	
b) oui	X
68. Votre pays a-t-il participé au développement de réseaux régionaux afin de faciliter le partage des informations sur l'Initiative mondiale en matière de taxonomie ?	
a) non	X
b) oui	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie avec une économie en transition -	
69. Votre pays a-t-il fait appel à des ressources par l'intermédiaire du mécanisme financier pour les actions prioritaires identifiées dans cette décision ?	
a) non	X
b) oui, mais sans succès	

c) oui, avec succès	
---------------------	--

Autres observations sur l'application de cet article

<ul style="list-style-type: none"> - des initiatives sectorielles sont en cours ; - absence de moyens financiers et de plan de formation en matière de taxonomie ; - poursuite de la formation des para taxonomistes initiée à Gamba (sud-ouest du Gabon ;

Article 8 Conservation in situ [Articles 8h et 8j exclus]

70. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
71. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
<ul style="list-style-type: none"> - Le niveau de priorité est très élevé, eu égard à la déclaration du Président de la République relative à la création des Parcs nationaux lors du sommet de la terre à Johannesburg ; - Les ressources tant financière que humaine ne suffisent pas à la mise en œuvre des activités liées à la gestion des zones protégées. 					
72. Votre pays a-t-il mis sur pied un système de zones protégées visant à conserver la diversité biologique (8a)?					
a) système en cours d'établissement					
b) examen national disponible sur la couverture des zones protégées					X
c) plan national sur les systèmes de zones protégées mis en place					
d) système relativement complet mis en place					
73. Existe-t-il des lignes directrices nationales adoptées pour le choix, la création et la gestion des zones protégées (8b)?					
a) non					X
b) non, en cours de développement					
c) oui					
d) oui, à l'étude					
74. Votre pays réglemente-t-il ou gère-t-il des ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique, dans le but d'en assurer la conservation et l'utilisation durable (8c)?					
a) non					
b) première phase d'établissement					
c) phase avancée d'établissement					
d) programme ou politique en place					X
e) rapports de mise en oeuvre disponibles					

75. Votre pays a-t-il pris des mesures pour favoriser la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que pour le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel (8d)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
76. Votre pays a-t-il pris des mesures pour promouvoir un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées (8e)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
77. Votre pays a-t-il pris des mesures pour remettre en état et restaurer les écosystèmes dégradés (8f)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
78. Votre pays a-t-il pris des mesures pour favoriser la reconstitution des espèces menacées (8f)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
79. Votre pays a-t-il pris des mesures pour réglementer, gérer ou maîtriser les risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants et modifiés résultant de la biotechnologie (8g)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
80. Votre pays a-t-il essayé d'instaurer les conditions nécessaires pour assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs (8i)?	
a) non	X
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) programme ou politique en place	
e) rapports de mise en oeuvre disponibles	

81. Votre pays a-t-il formulé et maintenu en vigueur les dispositions législatives et autres dispositions réglementaires pour protéger les espèces et populations menacées (8k)?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) législation ou autres mesures en place	X
82. Votre pays réglemente ou gère-t-il les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités déterminés à l'Article 7 pouvant entraîner un effet défavorable important sur la diversité biologique (8l)?	
a) non	X
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) législation ou autres mesures en place	
<p>Si vous êtes une Partie pays développé -</p> <p>83. Votre pays coopère t-il à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation <i>in situ</i>, notamment aux pays en développement (8m)?</p> <p>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -</p> <p>84. Votre pays reçoit-il un appui financier et autre pour la conservation <i>in situ</i> (8m)?</p>	
a) non	
b) oui (dans l'affirmative, veuillez donner des détails ci-après)	

Décision II/7 Examen des Articles 6 et 8 de la Convention

85. Des mesures sont-elles prises pour partager avec d'autres Parties contractantes l'information et l'expérience relatives à la mise en oeuvre du présent article?	
a) peu de mesures ou aucune	
b) partage de documents et/ou d'études de cas	
c) réunions régionales	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 8h Espèces exotiques

86. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?							
a) Elevé		b) Moyen		c) Faible	X		
87. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?							
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées		d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources							

- beaucoup d'espèces exotiques ont été introduites les quarante dernières années au Gabon , mais aucun inventaire n'a été effectué ou réalisé faute de moyens financiers et de moyens humains limités.	
88. Votre pays a-t-il identifié les espèces exotiques introduites?	
a) non	X
b) seulement les principales espèces, source de préoccupation	
c) seulement les introductions nouvelles ou récentes	
d) un système complet détecte les nouvelles introductions	
e) un système complet détecte toutes les introductions connues	
89. Votre pays a-t-il évalué les risques que l'introduction de ces espèces exotiques présente pour les écosystèmes, les habitats ou les espèces?	
a) non	X
b) seulement les principales espèces source de préoccupation	
c) la plupart des espèces exotiques ont été évaluées	
90. Votre pays a-t-il pris des mesures pour empêcher d'introduire, contrôler ou éradiquer les espèces exotiques qui menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	

Décision IV/1 Rapport et recommandations de la troisième réunion du SBSTTA

91. Votre pays collabore-t-il à l'établissement de projets aux niveaux national, régional, sous-régional et international pour traiter la question des espèces exotiques?	
a) peu de mesures ou aucune	X
b) pourparlers en cours sur des projets potentiels	
c) travaux effectifs d'établissement de nouveaux projets	
92. Votre plan d'action/stratégie national couvre-t-il la question des espèces exotiques?	
a) non	X
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	

Décision V/8. Espèces exotiques constituant une menace pour les écosystèmes, les habitats et les espèces

93. Votre pays applique t-il les principes directeurs préliminaires visant à prévenir et à atténuer les effets des espèces exotiques dans le cadre d'activités visant à appliquer l'article 8(h) de la Convention, et dans d'autres secteurs?	
a) non	X
b) à l'étude	

c) application limitée dans certains secteurs	
d) application importante dans certains secteurs	
e) application importante dans la plupart des secteurs	
94. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des études de cas portant sur des évaluations thématiques?	
a) non	X
b) en préparation	
c) oui	
95. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire Exécutif des commentaires par écrit sur les principes directeurs préliminaires?	
a) non	X
b) oui	
96. Votre pays accorde t-il la priorité au développement et à l'application de plans d'action et de stratégie contres les espèces exotiques envahissantes?	
a) non	X
b) oui	
97. Dans le cadre du problème des espèces exotiques envahissantes, votre pays a-t-il développé ou s'est t-il impliqué dans les mécanismes de coopération internationale, y compris dans l'échange de meilleures pratiques?	
a) non	X
b) coopération transfrontalière	
c) coopération régionale	
d) coopération multilatérale	
98. Dans le cadre de son travail sur les espèces exotiques envahissantes, votre pays accorde t-il la priorité aux écosystèmes isolés sur le plan géographique ou sur le plan évolutif?	
a) non	X
b) oui	
99. Dans le cadre de son travail sur les espèces exotiques envahissantes, votre pays utilise t-il de façon adéquate l'approche fondée sur les écosystèmes et l'approche de précaution biogéographique ?	
a) non	X
b) oui	
100. Votre pays a-t-il pris des mesures d'éducation, de formation, et de sensibilisation du public efficaces concernant le problème des espèces envahissantes?	
a) non	X
b) quelques initiatives	
c) de nombreuses initiatives	
101. Votre pays met-il à disposition les informations qu'il détient sur les espèces exotiques par l'intermédiaire du Centre d'échange?	
a) non	X
b) quelques informations	

c) toutes les informations disponibles	
d) informations disponibles sur d'autres supports (veuillez préciser)	
102. Votre pays apporte t-il son soutien au Programme mondial sur les espèces envahissantes afin d'accomplir les tâches décrites dans la décision et ses annexes?	
a) non	X
b) soutien limité	
c) soutien important	

Autres observations sur l'application de cet article

Absence de politique sur la problématique des espèces exotiques envahissantes.
--

Article 8j Connaissances traditionnelles et dispositions connexes

103. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
104. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
105. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer le respect, la préservation et le maintien des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?					
a) non					X
b) certaines mesures en place					
c) mesures potentielles à l'étude					
d) mesures complètes mises en place					
106. Votre pays oeuvre t-il à encourager le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques?					
a) non					X
b) première étape de mise en œuvre					
c) étape avancée de mise en œuvre					
d) programme ou politique en place					

Décision III/4 et Décision IV/9. Mise en oeuvre de l'Article 8 j

107. Votre pays a-t-il établi une législation nationale et des stratégies correspondantes pour la mise en oeuvre de l'Article 8 j)?	
a) non	X

b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) législation ou autres mesures en place	
108. Votre pays a-t-il fourni de l'information sur la mise en oeuvre de l'Article 8j à d'autres Parties contractantes par des moyens tels que les rapports nationaux?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - CENTRE D'ÉCHANGE	
d) oui - autres moyens (Veuillez donner des détails ci-après)	
109. Votre pays a-t-il soumis des études de cas au Secrétaire exécutif concernant les mesures prises pour développer et mettre en oeuvre des dispositions de la Convention relatives aux communautés autochtones et locales?	
a) non	X
b) oui	
110. Votre pays participe-t-il aux travaux des groupes de travail et des réunions appropriés?	
a) aucun	
b) quelques-uns	
c) tous	X
111. Votre pays facilite-t-il la participation active de représentants des communautés autochtones et locales à ces groupes de travail et à ces réunions?	
a) non	X
b) oui	

Décision V/16. Article 8(j) et dispositions connexes

112. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail décrit dans l'annexe de la décision et identifié la façon dont il faudrait appliquer ces tâches dans le contexte national?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui (Veuillez fournir des détails ci-après)	
113. Votre pays a-t-il intégré ces tâches dans ses programmes permanents en tenant compte des opportunités de coopération identifiées?	
a) non	X
b) pas adapté au contexte national	
c) oui - dans une moindre mesure	
d) oui - dans une large mesure	
114. Votre pays prend t-il entièrement en compte les instruments, principes directeurs, codes, et autres activités pertinentes existant dans l'application du programme de travail?	
a) non	
b) pas adapté au contexte national	

c) oui - dans une moindre mesure	X
d) oui - dans une large mesure	
115. Votre pays a-t-il fourni un soutien financier adéquat à la mise en œuvre du programme de travail?	
a) non	X
b) pas adapté au contexte national	
c) oui - dans une moindre mesure	
d) oui - dans une large mesure	
116. Votre pays a-t-il complètement intégré des femmes ou des groupes de femmes dans les activités entreprises pour mettre en œuvre le programme de travail contenu dans l'annexe de la décision et toute autre activité pertinente de la Convention?	
a) non	X
b) oui	
117. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la participation active des communautés autochtones et locales dans l'application de la Convention ?	
a) non	X
b) pas adapté au contexte national	
c) oui - dans une moindre mesure	
d) oui - dans une large mesure	
118. Votre pays a-t-il fourni des études de cas sur les méthodes et les approches concernant la préservation et le partage des connaissances traditionnelles, et le contrôle de ces informations par les communautés autochtones et locales?	
a) non	X
b) pas pertinent	
c) oui - fournies au Secrétariat	
d) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
e) oui - par d'autres moyens (veuillez préciser)	
119. Votre pays partage t-il des informations ou des expériences sur la législation nationale ou toute autre mesure afin de sauvegarder les connaissances, les innovations et les pratiques des communautés autochtones et locales?	
a) non	X
b) pas pertinent	
c) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
d) oui - avec certains pays	
e) oui - par d'autres moyens (veuillez préciser)	
120. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la préservation des pratiques, des innovations et des connaissances traditionnelles des communautés autochtones et locales?	
a) non	
b) pas pertinent	
c) quelques mesures	X
d) de nombreuses mesures	

121. Votre pays, en collaboration avec les communautés autochtones et locales, a-t-il soutenu le développement de registres des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques de ces dernières?	
a) non	X
b) pas pertinent	
c) développement en cours	
d) registre établi	
122. Des représentants des organisations des communautés autochtones et locales ont-ils participé, au sein de votre délégation officielle, aux réunions organisées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique ?	
a) pas pertinent	
b) par opportun	X
c) oui	
123. Votre pays assiste t-il le Secrétariat afin d'utiliser pleinement le mécanisme du Centre d'échange dans le but de coopérer étroitement avec les communautés autochtones et locales afin d'explorer les moyens qui leur permettraient de prendre des décisions éclairées en matière de diffusion des connaissances traditionnelles?	
a) non	
b) en l'attente d'information sur la façon de procéder	X
c) oui	
124. Votre pays a-t-il identifié des sources de financement pour les activités décrites dans la décision?	
a) non	X
b) pas pertinent	
c) en partie	
d) entièrement	

Autres observations sur l'application de cet article

La SNPA-DB du Gabon a pris en compte l'application de cette article, mais l'absence des financements empêche la mise en œuvre de celui-ci.

Article 9 Conservation ex situ

125. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen	X	c) Faible	
126. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Ressources financières inexistantes pour matérialiser cette priorité					
127. Votre pays a-t-il adopté de mesures pour conserver ex situ des éléments constitutifs de la diversité biologique originaires de votre pays (9a)?					

a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
128. Votre pays a-t-il adopté des mesures pour conserver <i>ex situ</i> des éléments constitutifs de la diversité biologique provenant de l'extérieur de votre pays (9a)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
129. Dans l'affirmative, une telle conservation se fait-elle en collaboration active avec des organisations des autres pays (9a)?	
a) non	
b) oui	
130. Votre pays a-t-il mis en place et entretenu des installations de conservation <i>ex situ</i> et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes qui représentent des ressources génétiques originaires de votre pays (9b)?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
131. Votre pays a-t-il mis en place et entretenu des installations de conservation <i>ex situ</i> et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes qui représentent des ressources génétiques originaires d'un autre pays (9b)?	
a) non	X
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	
132. Dans l'affirmative, une telle conservation se fait-elle en collaboration active avec des organisations des autres pays (9a)?	
a) non	
b) oui	
133. Votre pays a-t-il adopté des mesures en vue d'assurer la réintroduction des espèces menacées dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions (9c)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
134. Votre pays a-t-il pris des mesures pour réglementer et gérer la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation <i>ex situ</i> de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces <i>in situ</i> (9d)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	

c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
Si vous êtes une Partie pays développé -	
135. Votre pays a-t-il coopéré à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation ex situ et à la création et au maintien de moyens de conservation ex situ dans les pays en développement (9e) ?	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
136. Votre pays a-t-il reçu un appui financier et autre pour la conservation ex situ et pour la création et le maintien de moyens de conservation ex situ (9e)?	
a) non	
b) oui	

Autres observations sur l'application de cet article

Quelques mesures existent sur la conservations Ex situ des plantes. Actuellement un privé a mis en place un Zoo-parc au niveau de Port-Gentil (capital économique du Gabon)

Article 10 Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique

137. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
138. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
139. Votre pays a-t-il intégré les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national (10a)?					
a) non					
b) première étape de mise en oeuvre					
c) étape avancée de mise en oeuvre					X
d) programme ou politique en place					
e) analyse de la mise en oeuvre disponible					
140. Votre pays a-t-il adopté des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique (10b)?					
a) non					
b) certaines mesures en place					X
c) mesures potentielles à l'étude					

d) mesures complètes mises en place	
141. Votre pays a-t-il mis en place des mesures pour protéger et encourager l'usage coutumier des ressources biologiques compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable (10c)?	
a) non	
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	X
142. Votre pays a-t-il mis en place des mesures qui aident les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie (10d)?	
a) non	X
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
143. Votre pays encourage-t-il activement ses pouvoirs publics et son secteur privé à coopérer pour mettre au point des méthodes favorisant l'utilisation durable de la diversité biologique (10e)?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) programme ou politique en place	X
e) analyse de la mise en oeuvre disponible	

Décision IV/15. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les conventions relatives à la biodiversité

144. Votre pays a-t-il soumis au Secrétariat des informations concernant les impacts du tourisme sur la diversité biologique et les efforts pour le gérer efficacement?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - études de cas	
d) oui- autres moyens (précisez ci-dessous)	
145. Votre pays a-t-il soumis au Secrétariat des informations sur les activités de la Commission sur le développement durable relatives à la biodiversité (les petits Etats insulaires, les océans, les ressources en eau douce, les schémas de production et de consommation)?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui- correspondance	
d) oui- autres moyens (précisez ci-dessous)	

Décision V/24. L'utilisation durable comme problème multisectoriel

146. Votre pays a-t-il identifié des indicateurs et des mesures d'incitation pour les secteurs applicables à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité ?	
a) non	
b) évaluation d'indicateurs potentiels en cours	X
c) indicateurs identifiés (Dans l'affirmative, veuillez les décrire ci-dessous)	
147. Votre pays a-t-il apporté son aide à d'autres Parties afin de renforcer leurs capacités d'application de pratiques, de programmes et de politiques de développement durable au niveau régional, national et local, en particulier pour lutter contre la pauvreté?	
a) non	
b) pas pertinent	
c) dans une moindre mesure	X
d) dans une large mesure (Veuillez donner des détails ci-après)	
148. Votre pays a-t-il développé des initiatives afin d'impliquer le secteur privé et les communautés autochtones et locales dans les initiatives entreprises sur le développement durable ainsi que dans les mécanismes qui garantissent que ces populations pourront profiter de l'utilisation durable ?	
a) non	
b) mécanismes à l'étude	X
c) mécanismes en place(Expliquez)	
149. Votre pays a-t-il identifié des domaines de préservation qui pourraient profiter de l'utilisation durable de la diversité biologique, et a-t-il communiqué cette information au Secrétaire exécutif ?	
a) non	X
b) oui	

Décision V/25. Diversité biologique et tourisme

150. Votre pays a-t-il basé ses politiques, ses programmes et ses activités dans le domaine du tourisme durable en fonction d'une évaluation des interconnexions entre le tourisme et la diversité biologique ?	
a) non	X
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	
151. Votre pays a-t-il soumis des études de cas au Secrétaire exécutif sur le tourisme afin de donner des exemples de l'utilisation durable de la biodiversité ?	
a) non	X
b) oui	
152. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Initiative internationale de l'écotourisme ?	
a) non	X
b) oui	

153. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Année internationale de la montagne ?	
a) non	X
b) oui	
154. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Initiative internationale en faveur des récifs coralliens?	
a) non	X
b) oui	
155. Votre pays a-t-il établi des politiques habilitantes et des structures législatives afin de compléter les efforts volontaires afin de mettre en oeuvre efficacement le tourisme durable?	
a) non	X
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure (Expliquez)	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 11 Mesures d'incitation

156. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?			
a) Elevé	X	b) Moyen	
c) Faible			
157. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?			
a) Bonnes		b) Suffisantes	
c) Limitées		d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources			
158. Des programmes sont-ils en place pour identifier et assurer l'adoption de mesures économiquement et socialement rationnelles incitant à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique?			
a) non			
b) première étape d'établissement			X
c) étape avancée d'établissement			
d) programmes en place			
e) analyse de la mise en oeuvre disponible			
159. Ces mesures d'incitation et les programmes les identifiant et assurant leur adoption couvrent-ils toutes les activités sectorielles ?			
a) non			X
b) quelques secteurs			
c) la plupart des secteurs importants			
d) tous les secteurs			

Décision III/18. Mesures d'incitation

160. Votre pays a-t-il examiné les législations et politiques économiques en vigueur afin de recenser les incitations utiles à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et d'en favoriser l'application ?	
a) non	
b) examen en cours	X
c) certaines études ont été terminées	
d) tant que possible	
161. Votre pays a-t-il entrepris d'établir des mécanismes et de démarches pour assurer l'incorporation adéquate des valeurs commerciales et non commerciales de la diversité biologique dans les plans, politiques et programmes et autres dispositifs pertinents, tels que, notamment, les systèmes comptables nationaux et les stratégies d'investissement?	
a) non	X
b) Première phase d'identification des mécanismes	
c) Phase avancée d'identification des mécanismes	
d) Mécanismes en place	
e) Analyse de l'impact des mécanismes disponible	
162. Votre pays a-t-il mis au point des programmes de formation et de renforcement des capacités afin de donner effet aux mesures d'incitation et de favoriser les initiatives du secteur privé?	
a) non	X
b) prévu	
c) quelques-uns	
d) un grand nombre	
163. Votre pays a-t-il intégré la prise en compte de la diversité biologique aux études d'impact, comme première étape dans la voie de la conception et de l'application des mesures d'incitation?	
a) non	X
b) oui	
164. Votre pays a-t-il partagé son expérience en matière de mesures d'incitation avec d'autres Parties contractantes, et a-t-il mis à la disposition du Secrétariat des études de cas?	
a) non	X
b) oui - rapport national précédent	
c) oui - études de cas	
d) oui - autres façons (veuillez donner des détails ci-après)	

Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]

165. Votre pays entreprend-il activement de concevoir et d'appliquer des mesures d'incitation?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	X

c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) mesures en place	
e) analyse de la mise en oeuvre disponible	
166. Votre pays a-t-il identifié les menaces pour la diversité biologique et les causes profondes de l'appauvrissement de la diversité biologique, incluant les acteurs pertinents, comme étape de la formulation des mesures d'incitation?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	X
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) mesures en place	
e) analyse de la mise en oeuvre disponible	
167. Les mesures d'incitation en vigueur tiennent-elles compte des aspects économiques, sociaux, culturels et éthiques de la diversité biologique?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
168. Votre pays a-t-il élaboré des cadres juridiques et de politique générale pour la conception et l'application de mesures d'incitation?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) cadres en place	
e) analyse de la mise en oeuvre disponible	
169. Votre pays mène-t-il des consultations participatives afin de définir des mesures claires et ciblées propres à s'attaquer aux causes profondes de l'appauvrissement de la diversité biologique?	
a) non	X
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) processus en place	
170. Votre pays a-t-il décelé et envisagé d'éliminer les mesures d'incitation ayant des effets pervers?	
a) non	
b) programme de détection en cours	X
c) mesures décelées mais non entièrement neutralisées	
d) mesures décelées et neutralisées	

Décision V/15. Mesures d'incitation

171. Votre pays a-t-il examiné les mesures d'incitation préconisées lors du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques?	
a) non	X
b) oui	
172. Votre pays a-t-il exploré les voies et les moyens par lesquels ces mesures d'incitation pourraient soutenir les objectifs de la Convention sur la diversité biologique dans votre pays?	
a) non	X
b) à l'étude	
c) phase de développement préliminaire	
d) phase de développement avancé	
e) informations supplémentaires disponibles	

Autres observations sur l'application de cet article

Des pistes de réflexion ont été amorcées pour étudier la question liée aux mesures incitatives

Article 12 Recherche et formation

173. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen	X	c) Faible	
174. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
La recherche n'est pas très développée et le Gabon possède peu d'expertise en la matière.					
175. Votre pays a-t-il mis en place des programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et en assurer l'utilisation durable (12a)?					
a) non					
b) première étape d'établissement					
c) étape avancée d'établissement	X				
d) programmes en place					
176. Votre pays a-t-il apporté à d'autres Parties un appui à l'éducation et à la formation aux mesures d'identification, de conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs (12a)?					
a) non	X				
b) oui					
177. Votre pays favorise et encourage-t-il la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable (12b)?					

a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
178. Votre pays encourage t-il et coopère t-il à l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques (12c)?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
Si vous êtes une Partie pays développé	
179. Votre pays tient-il compte, dans l'exécution des activités ci-dessus, des besoins particuliers des pays en développement?	
a) non	
b) oui, si pertinents	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 13 Éducation et sensibilisation du public

180. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?			
a) Elevé	X	b) Moyen	
c) Faible			
181. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?			
a) Bonnes		b) Suffisantes	
c) Limitées	X	d) Très limitées	
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources			
182. Votre pays favorise et encourage-t-il une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet (13a), en en assurant la promotion par les médias?			
a) non			
b) oui - dans une moindre mesure			
c) oui - dans une large mesure			X
183. Votre pays favorise et encourage-t-il une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet(13a), en incluant ces questions dans les programmes d'enseignement?			
a) non			
b) oui - dans une moindre mesure			
c) oui - dans une large mesure			X
184. Votre pays coopère-t-il avec d'autres États et des organisations internationales pour mettre au point des programmes pertinents d'éducation et de sensibilisation du public (13b)?			

a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	

Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]

185. Les besoins d'éducation et de sensibilisation du public sont-ils couverts dans le plan d'action/stratégie national?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
186. Votre pays a-t-il alloué des ressources suffisantes à l'utilisation stratégique des outils d'éducation et de communication à chaque stade de la formulation, de l'application et de l'évaluation des politiques?	
a) ressources limitées	X
b) ressources importantes mais pas adéquates	
c) ressources adéquates	
187. Votre pays appuie-t-il les initiatives des grands groupes qui favorisent la participation des parties prenantes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et qui incluent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans leurs méthodes et programmes d'éducation?	
a) non	
b) oui	X
188. Votre pays a-t-il intégré les considérations relatives à la diversité biologique dans les stratégies d'éducation?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) oui	X
189. Votre pays a-t-il mis à disposition des études de cas sur l'éducation, la sensibilisation et la participation du public, ou a-t-il essayé de partager les expériences par tout autre moyen?	
a) non	X
b) oui	
190. Votre pays a-t-il illustré et traduit des dispositions de la Convention dans les langues locales afin d'éduquer et de sensibiliser le public sur les secteurs pertinents?	
a) sans objet	
b) à faire	X
c) à l'étude	
d) oui	
191. Votre pays appuie-t-il les initiatives locales, nationales, sous-régionales et régionales visant à éduquer et à sensibiliser le public?	
a) non	

b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
192. Lorsqu'il demande de l'assistance par l'intermédiaire du FEM, votre pays a-t-il proposé des projets qui encouragent des mesures permettant l'application de l'Article 13 de la Convention?	
a) non	X
b) oui	

Décision V/17. Education et sensibilisation du public

193. Votre pays soutient-il le renforcement des capacités sur les plans de l'éducation et de la communication de la diversité biologique comme faisant partie d'un plan d'action/stratégie nationale de biodiversité ?	
a) non	X
b) soutien limité	
c) oui (Veuillez donner des détails ci-après)	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 14 Évaluation de l'impact afin de minimiser les effets pervers

194. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
195. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
196. Une législation est-elle en place pour exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets proposés qui sont susceptibles de nuire à la diversité biologique (14 1a))?					
a) non					
b) première étape d'établissement					
c) étape avancée d'établissement					
d) législation en place					
e) analyse de mise en oeuvre disponible					
197. Ces procédures d'évaluation des impacts sur l'environnement permettent-elles la participation du public (14(1a))?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					
c) oui - dans une large mesure					

198. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement des programmes et politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique (14(1b))?	
a) non	
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	X
d) entièrement conforme aux connaissances scientifiques actuelles	
199. Votre pays participe-t-il à des consultations bilatérales, régionales et/ou multilatérales sur des activités susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale (14(1c))?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
200. Votre pays applique-t-il des accords bilatéraux, régionaux et/ou multilatéraux sur des activités susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale (14(1c))?	
a) non	
b) non, évaluation des options en cours	
c) certains sont appliqués, d'autres sont en cours	X
d) oui	
201. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour informer d'autres États dans le cas d'un danger ou d'un dommage imminent ou grave trouvant son origine sous sa juridiction et menaçant la diversité biologique et susceptible de nuire à celle de ces États (14(1d))?	
a) non	
b) non	
c) première étape d'établissement	X
d) étape avancée d'établissement	
e) pas de besoin identifié	
202. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes propres à prévenir ce danger ou ce dommage ou à en atténuer les effets(14(1d))?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) entièrement conforme aux connaissances scientifiques actuelles	
e) pas de besoin identifié	
203. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes d'urgence au cas où des activités ou des événements présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique (14(1 ^e))?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) mécanismes en place	

204. Votre pays a-t-il encouragé la coopération internationale en vue d'établir des plans d'urgence communs pour répondre aux activités ou aux événements qui présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique (14(1e))?	
a) non	X
b) oui	
c) pas de besoin identifié	

Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]

205. Votre pays a-t-il échangé des informations et partagé l'expérience avec d'autres Parties contractantes concernant l'évaluation d'impact sur l'environnement et les mesures correctives et des programmes d'incitation connexes?	
a) non	X
b) information fournie au Secrétariat	
c) information fournie aux autres Parties	
d) information fournie par l'intermédiaire du Centre d'échange national	
206. Votre pays a-t-il échangé avec d'autres Parties contractantes des informations sur les mesures et les accords portant sur la responsabilité et la réparation applicables aux dommages infligés à la diversité biologique?	
a) non	X
b) information fournie au Secrétariat	
c) information fournie aux autres Parties	
d) information fournie par l'intermédiaire du Centre d'échange national	

Décision V/18. Evaluation d'impact, responsabilité et réparation

207. Votre pays a-t-il intégré l'évaluation de l'impact environnemental dans ses programmes thématiques ou dans ceux concernant les espèces exotiques et le tourisme?	
a) non	
b) en partie intégrée	X
c) entièrement intégrée	
208. Lorsque votre pays entreprend des évaluations d'impacts sur l'environnement, traite-t-il l'appauvrissement de la diversité biologique et les aspects socio-économiques, culturels et humains-sanitaires applicables à celle-ci?	
a) non	
b) en partie	X
c) complètement	
209. Lorsque votre pays développe des cadres de travail législatifs et réglementaires, met-il en place des mécanismes qui garantissent que considération des problèmes de diversité biologique dès les premières étapes du processus préliminaire?	
a) non	
b) dans certaines circonstances	
c) dans toutes les circonstances	X
210. Votre pays garantit-il l'engagement de tous les intervenants intéressés et concernés dans une approche participative à tous les stades du processus d'évaluation?	

a) non	
b) oui - dans certaines circonstances	X
c) oui - dans tous les cas	
211. Votre pays a-t-il organisé des réunions d'experts, des groupes de travail, des séminaires et/ou de la formation, des programmes de sensibilisation et d'éducation du public et des programmes d'échange afin de promouvoir le développement de l'expertise locale au moyen de méthodes, techniques et procédures d'évaluation de l'impact ?	
a) non	X
b) certains programmes mis en place	
c) de nombreux programmes mis en place	
d) approche intégrée afin de développer une expertise	
212. Votre pays a-t-il mené des projets pilotes d'évaluation environnementale de l'impact afin de soutenir le développement de l'expertise locale au moyen de méthodologies, de techniques et de procédures?	
a) non	X
b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)	
213. Votre pays utilise t-il des évaluations stratégiques environnementales afin d'estimer, non seulement l'impact des projets individuels, mais aussi leurs effets mondiaux et cumulatifs, et s'assure t-il que les résultats sont appliqués dans les processus de planification et de décision?	
a) non	X
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	
214. Votre pays exige t-il l'inclusion du développement de solutions alternatives, de mesures d'atténuation, et une considération de l'élaboration de mesures de compensation en matière d'évaluation environnementale de l'impact?	
a) non	X
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	
215. Les informations nationales sur les pratiques, systèmes, mécanismes et expériences dans le domaine de l'évaluation stratégique environnementale et de l'évaluation de l'impact sont-elles disponibles?	
a) non	X
b) oui (Ajoutez une annexe ou résumez)	

Autres observations sur l'application de cet article

Les études d'impact environnemental ne se font actuellement que par des privés et la direction chargée de les valider ne reçoit que des documents déjà ficelés et prêts à être exécutés, ce qui ne permet pas une véritable analyse et une validation objective des documents.

Article 15 Accès aux ressources génétiques

216. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen	X	c) Faible	
217. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Les ressources génétiques sont immenses mais il manque les ressources humaine et financière pour les valorisées. Un projet de lancement a été initié par la coopération française(Biodivalor) mais n'a pas encore donné les résultats escomptés.					
218. Votre pays s'est-il efforcé de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres Parties contractantes(15(2))?					
a) non					
b) oui - dans une moindre mesure					
c) oui - dans une large mesure					X
219. Y a t-il une compréhension mutuelle ou un accord mis en place entre les différents groupes d'intérêts et l'État sur l'accès aux ressources génétiques (15(4))?					
a) non					X
b) oui - dans une moindre mesure					
c) oui - dans une large mesure					
220. Votre pays dispose-t-il d'un processus de planification à participation ouverte, ou de tout autre mécanisme pour assurer que l'accès aux ressources génétiques est soumis au consentement préalable en connaissance de cause (15(5))?					
a) non					X
b) première étape d'établissement					
c) étape avancée d'établissement					
d) processus en place					
221. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer que toutes recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres Parties contractantes soient développées et effectuées avec la pleine participation de ces Parties (15(6))?					
a) non					
b) certaines mesures en place					
c) mesures potentielles à l'étude					X
d) mesures complètes mises en place					
222. Votre pays a-t-il pris de mesures pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et du développement ainsi que des avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la Partie contractante qui fournit ces ressources (15(7))?					
a) non					
b) certaines mesures en place					X
c) mesures potentielles à l'étude					
d) mesures complètes mises en place					
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures					
a) législatives					

b) administratives	
c) de politique générale	X

Décision II/11 et décision III/15. Accès aux ressources génétiques

223. Votre pays a-t-il fourni au Secrétariat des informations sur les législations, les mesures administratives et de politique générale, les processus participatives et les programmes de recherche?	
a) non	X
b) oui, dans le rapport national précédent	
c) oui, dans les études de cas	
d) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	
224. Votre pays a-t-il mis en oeuvre des programmes de renforcement des capacités afin de favoriser l'élaboration et l'application de mesures et de lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès, y compris les compétences et capacités dans les domaines techniques, commerciaux, juridiques et en matière de gestion?	
a) non	X
b) quelques-uns	
c) un grand nombre	
d) les programmes couvrent tous les besoins identifiés	
e) pas de besoin identifié	
225. Votre pays a-t-il procédé à l'analyse des expériences concernant les mesures et lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès, y compris les compétences et capacités dans les domaines techniques, commerciaux, juridiques et en matière de gestion?	
a) non	X
b) analyse en cours	
c) analyse terminée	
226. Votre pays collabore-t-il avec toutes les parties intéressées afin d'explorer, de mettre au point et d'appliquer les lignes directrices et les pratiques qui assurent des avantages mutuels aux fournisseurs et aux utilisateurs de ces mesures d'accès?	
a) non	X
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	
227. Votre pays a-t-il recensé les autorités nationales chargées d'accorder l'accès aux ressources génétiques?	
a) non	X
b) oui	
228. Votre pays joue-t-il un rôle actif dans les négociations relatives au remaniement de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	X
b) oui	

Décision V/26. Accès aux ressources génétiques

229. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national et une, ou plus d'une autorité nationale compétente responsable des arrangements pour les accès et le partage des ressources ou pour fournir des informations sur ces arrangements?	
a) non	
b) oui	
c) oui, le Secrétaire exécutif en a été informé	X
230. La stratégie nationale de votre pays en matière de biodiversité et de politique législative ou administrative sur l'accès et le partage des ressources contribue-t-elle aux objectifs de conservation et d'utilisation durable?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	X
Parties bénéficiaires de ressources génétiques	
231. Votre pays a-t-il adopté des mesures administratives ou politiques qui soutiennent les efforts accomplis par les pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux articles 15, 16 et 19 de la Convention?	
a) non	
b) autres arrangements prévus	
c) oui	
232. Votre pays coopère-t-il avec d'autres Parties afin de trouver des solutions pratiques et équitables pour soutenir les efforts accomplis par des pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux Articles 15, 16 et 19 de la Convention, et reconnaît-il la complexité de la question, avec une attention particulière pour la quantité de considérations éclairées précédentes?	
a) non	
b) oui (veuillez donner des détails ci-après)	
233. Dans son développement de sa législation sur l'accès, votre pays a-t-il pris en compte et permis le développement d'un système multilatéral afin de faciliter l'accès et le partage des ressources dans le contexte de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	
b) législation à l'étude	
c) oui	
234. Votre pays coordonne-t-il ses positions avec la Convention sur la diversité biologique et l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	
b) processus en cours	
c) oui	
235. Votre pays a-t-il fourni des informations au Secrétaire exécutif sur les utilisateurs des institutions, le marché des ressources génétiques, les bénéfices non monétaires, les mécanismes nouveaux ou émergents en matière de partage des ressources, les mesures d'incitation, la clarification de définitions, les systèmes sui generis et les intermédiaires?	
a) non	
b) quelques informations ont été fournies	

c) de nombreuses informations ont été fournies	
236. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des informations sur des problèmes particuliers liés au rôle des droits de propriété intellectuelle pour mettre en œuvre l'accès aux arrangements de partage des ressources?	
a) non	
b) oui	
237. Votre pays a-t-il fourni un renforcement des capacités, un transfert et un développement de technologies afin de maintenir l'utilisation des collections ex situ?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	
c) dans une large mesure	

Autres observations sur l'application de cet article

Le pays ne tire rien de toutes ses ressources génétiques car le partage juste et équitable n'est pas assuré. Toutefois une législation en la matière est à l'étude à la Direction générale de l'Environnement au nom du gouvernement du Gabon.

Article 16 Accès à la technologie et au transfert de technologie

238. Quel niveau de priorité votre pays accorde-t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
239. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
240. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer ou faciliter à d'autres Parties contractantes l'accès aux technologies pertinentes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement, et le transfert desdites technologies (16(1))?					
a) non					X
b) certaines mesures en place					
c) mesures potentielles à l'étude					
d) mesures complètes mises en place					
241. Votre pays a-t-il connaissance de toutes les initiatives au titre desquelles les technologies pertinentes lui sont transférées à des conditions favorables ou préférentielles (16(2))?					
a) non					X
b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)					
242. Votre pays a-t-il pris des mesures pour que soit assuré aux Parties contractantes qui fournissent des ressources génétiques, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues (16(3))?					

a) non	
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	X
d) mesures complètes mises en place	
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures	
a) législatives?	
b) administratives?	
c) de politique générale?	X
243. Votre pays a-t-il pris des mesures pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie pertinente, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice des institutions gouvernementales et du secteur privé des pays en développement (16(4))?	
a) non	
b) certaines mesures en place	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures :	
a) législatives?	
b) administratives?	
c) de politique générale?	
244. Votre pays dispose-t-il d'un système national de protection des droits de propriété intellectuelle (16(5))?	
a) non	X
b) oui	
245. Dans l'affirmative, ce système couvre-t-il les ressources biologiques (par exemple, les espèces végétales) d'une façon quelconque?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	

Décision III/17. Droits de propriété intellectuelle

246. Votre pays a-t-il réalisé et communiqué au Secrétariat des études de cas sur les impacts des droits de propriété intellectuelle sur la poursuite des objectifs de la Convention?	
a) non	X
b) quelques-unes	
c) un grand nombre	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 17 Échange d'informations

247. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	<input checked="" type="checkbox"/>	b) Moyen	<input type="checkbox"/>	c) Faible	<input type="checkbox"/>
248. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Satisfaisante	<input type="checkbox"/>	b) Suffisante	<input type="checkbox"/>	c) Limitée	<input type="checkbox"/>
				d) Très limitée	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
249. Votre pays a-t-il pris des mesures pour faciliter l'échange d'informations provenant de sources disponibles (17(1))?					
a) non				<input type="checkbox"/>	
b) limité par l'absence de ressources				<input type="checkbox"/>	
c) certaines mesures en place				<input checked="" type="checkbox"/>	
d) mesures potentielles à l'étude				<input type="checkbox"/>	
e) mesures complètes mises en place				<input type="checkbox"/>	
Si vous êtes une Partie pays développé -					
250. Ces mesures tiennent-elles compte des besoins particuliers des pays en développement (17(1))?					
a) non				<input type="checkbox"/>	
b) oui - dans une moindre mesure				<input type="checkbox"/>	
c) oui - dans une large mesure				<input type="checkbox"/>	
251. Dans l'affirmative, ces mesures incluent-elles toutes les catégories d'information indiquées à l'Article 17(2), notamment les programmes de recherche, de formation et d'analyse technique, scientifique et socio-économique, les connaissances spécialisées, le rapatriement des informations, etc.?					
a) non				<input type="checkbox"/>	
b) oui - dans une moindre mesure				<input type="checkbox"/>	
c) oui - dans une large mesure				<input type="checkbox"/>	

Article 18 Coopération technique et scientifique

252. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	<input checked="" type="checkbox"/>	b) Moyen	<input type="checkbox"/>	c) Faible	<input type="checkbox"/>
253. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes	<input type="checkbox"/>	b) Suffisantes	<input type="checkbox"/>	c) Limitées	<input type="checkbox"/>
				d) Très limitées	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					

254. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique (18(1))?	
a) non	
b) certaines mesures en place	X
c) mesures potentielles à l'étude	
d) mesures complètes mises en place	
255. Les mesures prises pour encourager la coopération avec d'autres Parties contractantes pour l'application de la Convention accordent-elles une attention particulière au développement et au renforcement des capacités nationales par le biais de la mise en valeur des ressources humaines et du renforcement des institutions (18(2))?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
256. Votre pays a-t-il encouragé et mis au point des modalités de coopération aux fins de l'élaboration et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la Convention (18(4))?	
a) non	X
b) première étape d'établissement	
c) étape avancée d'établissement	
d) mécanismes en place	
257. Une telle coopération inclut-elle la formation du personnel et l'échange d'experts (18(4))?	
a) non	X
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	
258. Votre pays a-t-il encouragé l'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la Convention (18(5))?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	

Décision II/3, Décision III/4 et Décision IV/2. Centre d'échange

259. Votre pays collabore-t-il à la mise sur pied et à l'exploitation du Centre d'échange?	
a) non	
b) oui	X
260. Votre pays aide-t-il à renforcer les capacités nationales par l'échange et la diffusion des expériences et des leçons retenues de la mise en oeuvre de la Convention?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X

c) oui - dans une large mesure	
261. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national pour le centre d'échange?	
a) non	
b) oui	X
262. Votre pays fournit-il des ressources pour la mise sur pied et l'exploitation du Centre d'échange?	
a) non	X
b) oui, au niveau national	
c) oui, au niveau national et international	
263. Votre pays facilite-t-il la tenue d'ateliers et autres réunions d'experts et y participe-t-il, afin de faire progresser la mise sur pied du Centre d'échange au niveau international?	
a) non	
b) participation seulement	X
c) appui et participation à certaines réunions	
264. Votre Centre d'échange est-il opérationnel?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) Dans l'affirmative, donnez des détails	
265. Votre Centre d'échange est-il branché sur Internet?	
a) non	X
b) oui	
266. Votre pays a-t-il établi au niveau national un Comité directeur ou un groupe de travail multi-sectoriel et multidisciplinaire?	
a) non	X
b) oui	

Décision V/14. Coopération technique et scientifique et mécanismes du Centre d'échange (Article 18)

267. Votre pays a-t-il examiné les priorités identifiées dans l'Annexe I à la décision et essayé de les mettre en œuvre ?	
a) non	
b) examiné mais pas mises en œuvre	X
c) examiné et mises en œuvre si approprié	

Autres observations sur l'application de cet article

Le Gabon dispose d'un Centre d'Echange monté avec l'aide de la Belgique. En ce moment des modalités sont à l'étude afin de trouver un site pour l'héberger.

Article 19 Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages

268. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé	X	b) Moyen		c) Faible	
269. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
Le Gabon développe en ce moment, avec l'aide de UNEP, un projet national sur la Biosécurité. De même, un laboratoire sur la Biotechnologie a été créé au Centre National de Recherche Scientifique(CENAREST) et le Gouvernement compte reprendre les activité de la CIAM					
270. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des Parties contractantes qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche (19(1))?					
a) non					X
b) certaines mesures en place					
c) mesures potentielles à l'étude					
d) mesures complètes mises en place					
Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures :					
a) législatives?					
b) administratives?					
c) de politique générale?					
271. Votre pays a-t-il pris toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des Parties contractantes, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces (19(2))?					
a) non					X
b) certaines mesures en place					
c) mesures potentielles à l'étude					
d) mesures complètes mises en place					

**Décision IV/3. Questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques.
 Décision V/1. Plan de travail du Comité intergouvernemental sur le Protocole de Carthagène sur la biosécurité.**

272. Votre pays est-il une Partie contractante au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques de biotechnologie?	
a) Non-signataire	X
b) signataire, ratification en cours	
c) instrument de ratification déposé	

Autres observations sur l'application de cet article

Notre pays adhère audit protocole. La signature et la ratification sont à l'étude.

Article 20 Ressources financières

273. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen	X	c) Faible	
274. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
				d) Très limitées	X
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
275. Votre pays a-t-il fourni un appui et des avantages financiers en ce qui concerne les activités nationales tendant à la réalisation des objectifs de la Convention (20(1))?					
a) non					
b) oui - avantages financiers seulement					
c) oui - appui financier seulement					X
d) oui - appui financier et avantages financiers					
<i>Si vous êtes une Partie pays développé -</i>					
276. Votre pays a-t-il fourni des ressources financières nouvelles ou supplémentaires pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en oeuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la Convention, ces surcoûts étant convenus entre vous et le mécanisme de financement provisoire(20(2))?					
a) non					
b) oui					
<i>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -</i>					
277. Votre pays a-t-il reçu des ressources financières nouvelles ou supplémentaires vous permettant d'assumer la totalité des surcoûts convenus découlant de l'application de mesures de mise en oeuvre en exécution de vos obligations en regard de la Convention (20(2))?					
a) non					X
b) oui					
<i>Si vous êtes une Partie pays développé -</i>					
278. Votre pays a-t-il fourni des ressources financières liées à l'application de la Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales (20(3))?					
<i>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -</i>					
279. Votre pays a-t-il utilisé des ressources financières liées à l'application de la Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales(20 (3))?					
a) non					
b) oui					

Décision III/6. Ressources financières additionnelles

280. Votre pays veille-t-il à assurer que toutes les institutions de financement (y compris les agences d'assistance bilatérale) s'efforcent de faire en sorte que toutes leurs activités soutiennent davantage la Convention?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
281. Votre pays collabore-t-il à des activités quelconques visant à établir des informations normalisées sur l'appui financier en vue de réaliser les objectifs de la Convention?	
a) non	X
b) oui (veuillez joindre des informations)	

Décision V/11. Ressources financières additionnelles

282. Votre pays a-t-il mis en place un processus afin de superviser le soutien financier à la biodiversité ?	
a) non	
b) procédures ont été établies	X
c) oui (veuillez donner des détails ci-après)	
283. Des détails sur le soutien financier que votre pays donne aux activités nationales de biodiversité sont-ils disponibles?	
a) non	
b) pas sous un format standard	X
c) oui (veuillez donner des détails ci-après)	
284. Des détails sur le soutien financier que votre pays donne à d'autres pays en matière de biodiversité sont-ils disponibles?	
a) pas applicable	X
b) non	
c) pas sous un format standard	
d) oui (veuillez donner des détails ci-après)	
Parties pays développés -	
285. Votre pays encourage t-il la mise en oeuvre des objectifs de la Convention dans le cadre de sa politique de financement de ses institutions financières bilatérales, régionales et multilatérales ?	
a) non	
b) oui	
Parties pays en développement -	
286. Votre pays dialogue t-il avec les institutions financières afin de discuter des moyens de soutenir la mise en œuvre des objectifs de la Convention ?	
a) non	
b) oui	X

287. Votre pays a-t-il compilé des informations sur le soutien financier supplémentaire apporté par le secteur privé ?	
a) non	X
b) oui (veuillez donner des détails ci-après)	
288. Votre pays a-t-il pris en considération les exemptions de taxes dans ses systèmes nationaux de taxes en matière de dons liés à la biodiversité ?	
a) non	X
b) pas approprié au contexte national	
c) exemptions en cours	
d) exemptions en place	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 21 Mécanisme de financement

289. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?					
a) Elevé		b) Moyen		c) Faible	
290. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?					
a) Bonnes		b) Suffisantes		c) Limitées	
Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources					
291. Votre pays a-t-il œuvré à renforcer les institutions financières existantes afin de fournir des ressources financières pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?					
a) non					X
b) oui					

Décision III/7. Lignes directrices relatives à l'étude de l'efficacité du mécanisme de financement

292. Votre pays a-t-il fourni des informations sur l'expérience acquise dans le cadre d'activités financées par le mécanisme de financement?	
a) pas d'activités	X
b) non, même s'il y a des activités	
c) oui, dans le rapport national précédent	
d) oui, dans les études de cas	
e) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 23 La Conférence des Parties

293. Combien de participants de votre pays ont assisté à chaque réunion de la Conférence des Parties?	
a) à COP 1 (Nassau)	0
b) à COP 2 (Jakarta)	0
c) à COP 3 (Buenos Aires)	0
d) à COP 4 (Bratislava)	0
e) à COP 5 (Nairobi)	1

Décision I/6, Décision II/10, Décision III/24 et Décision IV/17. Finances et budget

294. Votre pays a-t-il versé promptement toutes ses contributions au Fonds d'affectation spéciale?	
a) non	X
b) oui	

Décision IV/16 (en partie) Préparatifs pour les réunions de la Conférence des Parties

295. Votre pays a-t-il participé à des réunions régionales avant les réunions de la Conférence des Parties?	
a) non	
b) oui (veuillez indiquer lesquelles)	X (une seule à Nairobi, en vue de préparer la COP6)
<i>Si vous êtes une Partie pays développé –</i>	
296. Votre pays a-t-il financé des réunions régionales et sous-régionales pour se préparer à la COP, et a-t-il encouragé la participation de pays en développement à de telles réunions?	
a) non	
b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)	

Décision V/22. Budget pour le programme de travail de l'exercice biennal 2001-2002

297. Votre pays a-t-il payé sa contribution au budget de base (Fonds d'affectation spéciale BY) pour l'année 2001, et ce, avant le 1er janvier 2001?	
a) oui - en avance	
b) oui - dans les délais indiqués	
c) non - mais a déjà contribué de façon substantielle	

d) pas encore payé	X
298. Votre pays a-t-il volontairement apporté des contributions supplémentaires aux fonds d'affectation spéciale de la Convention?	
a) oui - lors de l'exercice biennal 1999-2000	
b) oui - lors de l'exercice biennal 2001-2002	
c) prévoit d'en faire lors de l'exercice biennal 2001-2002	
d) non	X

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 24 Secrétariat

299. Votre pays a-t-il fourni un appui direct au Secrétariat sous forme de personnel détaché, de contribution financière pour des activités du Secrétariat, etc.?	
a) non	X
b) oui	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 25 Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

300. Combien de participants de votre pays ont participé à chaque réunion de l'Organe subsidiaire ?	
a) à SBSTTA I (Paris)	0
b) à SBSTTA II (Montréal)	0
c) à SBSTTA III (Montréal)	0
d) à SBSTTA IV (Montréal)	1
e) à SBSTTA V (Montréal)	1

Autres observations sur l'application de cet article

--

Article 26 Rapports

301. Quelle est la situation concernant votre premier rapport national?	
a) Non soumis	
b) Rapport sommaire soumis	
c) Rapport intérimaire/projet soumis	
d) Rapport final soumis	X
Si votre réponse est b), c) ou d), votre rapport a-t-il été soumis: Dans les délais initiaux du 1.1.98 (Décision III/9)?	

Dans les délais prolongés du 31.12.98 (Décision IV/14)?	X
A une date ultérieure (Veuillez préciser la date)	

Décision IV/14 Rapports nationaux

302. Toutes les parties prenantes ont-elles participé à la préparation du rapport national?	
a) non	
b) oui	X
303. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer que les parties intéressées puissent accéder à son (ses) premier et/ou deuxième rapport(s) national(aux)?	
a) non	X
b) oui	
Dans l'affirmative, indiquez le moyen :	
a) diffusion informelle?	
b) publication du rapport?	
c) envoi du rapport sur demande?	
d) affichage du rapport sur Internet?	

Décision V/19. Rapports nationaux

304. Après avoir obtenu les principes directeurs, votre pays a-t-il volontairement préparé des rapports thématiques détaillés sur un ou plusieurs sujets afin de les étudier en profondeur lors d'une réunion ordinaire des parties?	
a) non	X
b) oui - écosystèmes des forêts	
c) oui - espèces exotiques	
d) oui - accès et partage des avantages	

Autres observations sur l'application de cet article

--

Décision V/6. Approche fondée sur les écosystèmes

305. Votre pays applique t-il l'approche fondée sur les écosystèmes en tenant compte des principes directeurs contenus dans l'annexe à la décision V/6?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) certains aspects ont été appliqués	
d) fortement appliqués	
306. Votre pays développe t-il des expressions pratiques de l'approche fondée sur les écosystèmes dans ses politiques et législation nationales et la mise en oeuvre d'activités adaptées aux conditions locales, nationales, et régionales, en particulier dans le contexte des activités développées dans les sujets thématiques de la Convention?	
a) non	X

b) à l'étude	
c) certains aspects ont été appliqués	
d) fortement appliqués	
307. Votre pays a-t-il identifié des études de cas et a-t-il mis en oeuvre des projets pilotes qui démontrent l'approche fondée sur les écosystèmes, en utilisant des ateliers et d'autres mécanismes afin de mettre l'accent sur la sensibilisation et le partage d'expérience?	
a) non	X
b) études de cas identifiées	
c) projets pilotes en cours	
d) tenue/planification d'ateliers	
e) informations disponibles par l'intermédiaire du Centre d'échange	
308. Votre pays renforce t-il ses capacités et fournit-il un soutien financier et technique afin de mettre en oeuvre l'approche fondée sur les écosystèmes?	
a) non	X
b) oui, dans le pays	
c) oui, y compris un soutien à d'autres Parties	
309. Votre pays a-t-il soutenu la coopération régionale dans l'application de l'approche fondée sur les écosystèmes à l'étranger?	
a) non	
b) coopération informelle	X
c) coopération formelle (Veuillez donner des détails ci-après)	

Écosystèmes des eaux intérieures

Décision IV/4. État et évolution de la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures et options possibles pour leur conservation et leur utilisation durable

310. Votre pays a-t-il inclus des informations sur la diversité biologique des zones humides lorsqu'il a communiqué des informations et des rapports à la CDD, et a-t-il envisagé d'inclure dans les réunions des questions liées à la diversité biologique des eaux, pour donner suite aux recommandations de la CDD?	
a) non	X
b) oui	
311. Votre pays a-t-il inclus des considérations relatives à la diversité biologique des eaux intérieures dans ses travaux avec des organisations, des institutions et des conventions intéressant les eaux intérieures?	
a) non	
b) oui	X
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition-	
312. Lorsqu'il demande de l'assistance au FEM pour des projets portant sur les écosystèmes des eaux intérieures, votre pays a-t-il donné la priorité aux éléments suivants : inventorier les zones importantes pour la conservation, élaborer et appliquer des plans intégrés pour les bassins hydrographiques, bassins versants et bassins fluviaux, et faire des recherches sur les phénomènes qui contribuent à l'appauvrissement de la diversité biologique?	

a) non	X
b) oui	
313. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail décrit à l'annexe 1 à la décision, et établi les priorités d'action nationale pour la mise en oeuvre du programme?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui	

Décision V/2. Rapport d'étape sur la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures (application de la décision IV/4)

314. Votre pays soutient-il et/ou participe t-il à l'Initiative intégrée sur les bassins fluviaux ?	
a) non	X
b) oui	
315. Votre pays rassemble t-il des informations sur le statut de la diversité biologique des eaux intérieures ?	
a) non	
b) évaluations en cours	X
c) évaluations terminées	
316. Ces informations sont-elles à la disposition des autres Parties?	
a) non	X
b) oui - informations fournies dans le rapport national	
c) oui - informations fournies par l'intermédiaire du Centre d'échange	
d) oui - par d'autres moyens (Détaillez ci-après)	
317. Votre pays a-t-il développé des plans nationaux et/ou sectoriels pour la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes des eaux intérieures ?	
a) non	X
b) oui - plans nationaux seulement	
c) oui - plans nationaux et secteurs majeurs	
d) oui - plans nationaux et tous les secteurs	
318. Votre pays a-t-il pris des mesures pour renforcer ses capacités afin de développer et mettre en oeuvre ces plans ?	
a) non	X
b) oui	

Décision III/21. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les conventions relatives à la biodiversité

319. Vos stratégies nationales, plans d'actions, et programmes pour la conservation de la diversité biologique intègrent-ils complètement la conservation et l'utilisation durable des zones humides, des espèces migratoires et de leurs habitats.	
a) non	X
b) oui	

Observations sur l'application de ces décisions et de ce programme de travail

--

Diversité biologique marine et côtière

Décision II/10 et Décision IV/5. Conservation et utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière

320. Votre plan d'action/stratégie national encourage-t-il la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
321. Votre pays a-t-il établi et/ou renforcé des mécanismes institutionnels, administratifs et législatifs aux fins d'établissement d'une gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers?	
a) non	
b) première étape d'établissement	X
c) étape avancée d'établissement	
d) mécanismes en place	
322. Votre pays a-t-il fourni au Secrétaire exécutif avis et informations sur les options futures concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière?	
a) non	X
b) oui	
323. Votre pays a-t-il entrepris des projets de démonstration, et/ou échangé des informations à ce sujet, comme exemples pratiques de gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers?	
a) non	X
b) oui, dans le rapport national précédent	
c) oui, dans les études de cas	
d) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)	
324. Votre pays a-t-il mis en place des programmes pour renforcer et améliorer les connaissances de la structure génétique des populations locales des espèces marines faisant l'objet d'activités d'amélioration et/ou de culture de stocks?	
a) non	X

b) programmes en cours d'établissement	
c) programmes en cours d'établissement pour certaines espèces	
d) programmes en cours de mise en oeuvre pour de nombreuses espèces	
e) pas un problème perceptible	
325. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail indiqué dans une annexe à la décision, et identifié les priorités pour la mise en oeuvre du programme au niveau national?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui	

Décision V/3. Rapport d'étape sur la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique marine et côtière (application de la décision IV/5)

326. Votre pays participe t-il au plan de travail sur le blanchiment corallien ?	
a) non	X
b) oui	
c) pas pertinent	
327. Votre pays applique t-il d'autres mesures afin de traiter le problème du blanchiment corallien ?	
a) non	
b) oui (veuillez fournir des détails ci-après)	
c) pas pertinent	X
328. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des études de cas sur le phénomène du blanchiment corallien ?	
a) non	
b) oui	
c) pas pertinent	X

Autres observations sur l'application de ces décisions et de ce programme de travail

--

Diversité biologique agricole

Décision III/11 et Décision IV/6. Conservation et utilisation durable de la diversité biologique agricole.

329. Votre pays a-t-il identifié et évalué les activités en cours et les instruments existants au niveau national?	
a) non	X
b) première étape d'examen et d'évaluation	
c) étape avancée d'examen et d'évaluation	
d) évaluation terminée	

330. Votre pays a-t-il identifié les problèmes et les questions prioritaires qui doivent être abordés au niveau national?	
a) non	
b) en cours	X
c) oui	
331. Votre pays utilise-t-il des méthodes ou des indicateurs quelconques pour surveiller les impacts créés sur la diversité biologique par les projets de développement agricole, et notamment par l'intensification et l'extensification des systèmes de production?	
a) non	X
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) mécanismes en place	
332. Votre pays prend-il des mesures pour partager les expériences relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique agricole?	
a) non	X
b) oui - études de cas	
c) oui - autres mécanismes (veuillez préciser)	
333. Votre pays a-t-il mené des études de cas sur les deux premières questions identifiées par le SBSTTA, à savoir les agents de pollinisation, les micro-organismes des sols en agriculture et la gestion intégrée du paysage?	
a) non	X
b) oui- des agents de pollinisation	
c) oui - des microorganismes des sols	
d) oui - gestion intégrée du paysage et des systèmes de production	
334. Votre pays établit-il ou améliore-t-il des mécanismes pour renforcer la sensibilisation du public et la compréhension de l'importance de l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique?	
a) non	
b) première étape de mise en oeuvre	X
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) mécanismes en place	
335. Votre pays dispose-t-il de stratégies, de programmes et de plans nationaux qui assurent la mise au point et l'application efficace de politiques et de mesures menant à l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique agricole?	
a) non	X
b) première étape de mise en oeuvre	
c) étape avancée de mise en oeuvre	
d) mécanismes en place	
336. Votre pays encourage-t-il la transformation de pratiques agricoles non durables en pratiques de production durables adaptées aux conditions biotiques et abiotiques locales?	

a) non	X
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	
337. Votre pays encourage-t-il l'application de pratiques agricoles qui, non seulement accroissent la productivité, mais arrêtent également la dégradation de la diversité biologique, en plus de la régénérer, de la remettre en état, de la restaurer et de la renforcer?	
a) non	X
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	
338. Votre pays encourage-t-il la mobilisation du secteur agricole afin que celui-ci développe, maintienne et utilise ses connaissances et ses pratiques de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	X
c) oui - dans une large mesure	
339. Votre pays encourage-t-il la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques ?	
a) non	X
b) oui	
340. Votre pays collabore-t-il avec d'autres Parties contractantes pour identifier et promouvoir les pratiques agricoles durables et la gestion intégrée du paysage?	
a) non	X
b) oui	

Décision V/5. Diversité biologique agricole: étude de la phase I du programme de travail et adoption d'un programme de travail pluriannuel

341. Votre pays a-t-il étudié le programme de travail joint en annexe à la décision et a-t-il identifié la façon dont il pourrait collaborer à sa mise en oeuvre?	
a) non	X
b) oui	
342. Votre pays encourage t-il la coopération régionale et thématique dans le cadre de son programme de travail sur la diversité biologique agricole?	
a) non	X
b) faible coopération	
c) large coopération	
d) coopération importante dans tous les domaines	
343. Votre pays fournit-il un soutien financier pour mettre en œuvre le programme de travail sur la diversité biologique agricole?	
a) non	X
b) fonds supplémentaires limités	
c) fonds supplémentaires importants	

Si vous êtes une Partie Pays développé -	
344. Votre pays a-t-il fourni une aide financière pour mettre en œuvre le programme de travail sur la diversité biologique agricole, en particulier pour le renforcement des capacités et les études de cas dans les pays en développement et dans les pays en transition économique ?	
a) non	
b) oui, dans le cadre de programmes de coopération existants	
c) oui, au moyen de fonds supplémentaires limités	
d) oui, au moyen de fonds supplémentaires importants	
345. Votre pays a-t-il soutenu des actions afin de sensibiliser le public pour encourager les systèmes de production agricole et fermier durables qui maintiennent la diversité biologique agricole?	
a) non	
b) oui, dans une moindre mesure	
c) oui, dans une large mesure	
346. Votre pays coordonne t-il ses positions avec la Convention sur la diversité biologique et l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?	
a) non	
b) processus en cours	
c) oui	
347. Votre pays est-il une Partie contractante de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international?	
a) non-signataire	
b) signé - ratification en cours	
c) instrument de ratification déposé	
348. Votre pays soutient-il l'application du Secrétaire exécutif de statut d'observateur du Comité sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce?	
a) non	
b) oui	
349. Votre pays collabore t-il avec d'autres Parties en matière de conservation et d'utilisation durable des agents de pollinisation?	
a) non	
b) oui	
350. Votre pays compile t-il des études de cas et des projets pilotes de mise en œuvre applicable à la conservation et à l'utilisation durable des agents de pollinisation?	
a) non	
b) oui (Veuillez fournir des détails ci-après)	
351. Des informations sur des évaluations scientifiques applicable aux technologies restreignant l'utilisation génétique ont-elles été fournies par d'autres Parties contractantes ou par l'intermédiaire de médias tels que le Centre d'échange,?	
a) pas applicable	
b) non	

c) oui - dans le rapport national	
d) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
e) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	
352. Votre pays a-t-il pensé à traiter les questions génériques sur les technologies telles que celles restreignant l'utilisation génétique selon des approches nationales et internationales d'utilisation sûre et durable du patrimoine génétique?	
a) non	
b) oui - à l'étude	
c) oui - mesures en cours	
353. Votre pays a-t-il mené des évaluations scientifiques sur, <u>entre autres</u> , les effets écologiques, sociaux et économiques des technologies restreignant l'utilisation génétique?	
a) non	
b) quelques évaluations	
c) programme majeur d'évaluations	
354. Votre pays a-t-il diffusé les résultats d'évaluations scientifiques sur, <u>entre autres</u> , les effets écologiques, sociaux, et économiques des technologies restreignant l'utilisation génétique?	
a) non	
b) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
c) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	
355. Votre pays a-t-il identifié les voies et les moyens de traiter les impacts potentiels des technologies restreignant l'utilisation génétique sur la conservation <u>in situ</u> et <u>ex situ</u> et l'utilisation durable, y compris la sécurité alimentaire de la diversité biologique agricole?	
a) non	
b) certaines mesures identifiées	
c) mesures potentielles à l'étude	
d) étude complète terminée	
356. Votre pays a-t-il évalué s'il y a un besoin de règlements efficaces au niveau national en matière de technologies restreignant l'utilisation génétique afin de garantir la sécurité de la santé humaine, de l'environnement, de l'alimentation, et la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?	
a) non	
b) oui - règlements nécessaires	
c) oui - règlements pas nécessaires (Veuillez fournir des détails ci-après)	
357. Votre pays a-t-il développé ou appliqué ces règlements en tenant compte, <u>entre autres</u> , de la nature et des caractéristiques particulières des variétés et des technologies restreignant l'utilisation génétique?	
a) non	
b) oui - développées mais pas encore appliquées	
c) oui - développées et appliquées	
358. Les informations sur ces règlements ont-elles été mises à la disposition des Parties contractantes?	
a) non	

b) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange	
c) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	

Autres observations sur la mise en oeuvre de ces décisions et programmes de travail

La diversité biologique agricole fait l'objet actuellement d'un programme.

Diversité biologique des forêts

Décision II/9 et Décision IV/7. Diversité biologique des forêts

359. Votre pays a-t-il inclus des spécialistes de la diversité biologique des forêts dans ses délégations aux réunions du Groupe d'experts intergouvernemental sur les forêts?	
a) non	
b) oui	X
c) pas pertinent	
360. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail présenté en annexe à la décision et déterminé de quelle façon il peut contribuer à sa mise en oeuvre?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui	
361. Votre pays a-t-il intégré des considérations relatives à la diversité biologique des forêts dans sa participation et sa collaboration avec des organisations, des institutions et des conventions ayant à faire avec la diversité biologique des forêts?	
a) non	
b) oui - dans une moindre mesure	
c) oui - dans une large mesure	X
362. Votre pays accorde-t-il une priorité élevée à l'affectation de ressources aux activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Convention en matière de diversité biologique des forêts?	
a) non	
b) oui	X
Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -	
363. Lorsqu'il demande de l'assistance par l'intermédiaire du FEM, votre pays propose t-il des projets qui favorisent la mise en oeuvre du programme de travail?	
a) non	X
b) oui	

Décision V/4. Rapport d'étape sur la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique des forêts

364. Est-ce que les actions que votre pays entreprend afin de traiter la question de la conservation et de l'utilisation durable des forêts sont conformes à l'approche fondée sur les écosystèmes?	
a) non	

b) oui	X
365. Est-ce que les actions que votre pays entreprend afin de traiter la question de la conservation et de l'utilisation durable des forêts tiennent compte des considérations des résultats de la quatrième session du Forum intergouvernemental sur les forêts ?	
a) non	
b) oui	X
366. Votre pays contribuera t-il aux futurs travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts?	
a) non	
b) oui	X
367. Votre pays a-t-il fourni des informations sur la mise en oeuvre de ce programme de travail?	
a) non	X
b) oui - soumission d'études de cas	
c) oui - soumission de rapports nationaux thématiques	
d) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)	
368. Votre pays a-t-il intégré les programmes nationaux sur les forêts dans ses stratégies de diversité biologique et ses plans d'actions appliquant l'approche fondée sur les écosystèmes et la gestion durable des forêts?	
a) non	
b) oui - dans une large mesure	
c) oui - dans une moindre mesure	X
369. Votre pays a-t-il pris des mesures afin d'assurer la participation du secteur forestier, du secteur privé, des communautés autochtones et locales et des organisations non-gouvernementales pour mettre en œuvre le programme de travail?	
a) non	
b) oui - certains intervenants	X
c) oui - tous les intervenants	
370. Votre pays a-t-il pris des mesures afin de renforcer ses capacités nationales, y compris ses capacités locales, afin de mettre l'accent sur l'efficacité et les fonctions des réseaux de protection des forêts, ainsi que sur les capacités nationales et locales pour appliquer la gestion durable des forêts, y compris leur régénération?	
a) non	
b) quelques programmes couvrent certains besoins	X
c) de nombreux programmes couvrent certains besoins	
d) des programmes couvrent tous les besoins évalués	
e) pas de besoins évalués	
371. Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre les propositions d'actions du Forum intergouvernemental sur les forêts et le Groupe intergouvernemental sur les forêts sur l'estimation des biens et des services forestiers?	
a) non	
b) à l'étude	X

c) mesures prises	
-------------------	--

Diversité biologique des terres arides et semi-arides

Décision V/23. Options pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des écosystèmes des terres non irriguées, méditerranéennes, arides, semi-arides, d'herbage et de savane

372. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail annexé à la décision et a-t-il identifié la façon de le mettre en œuvre?	
a) non	
b) à l'étude	X
c) oui	
373. Votre pays soutient-il d'un point de vue scientifique, technique, et financier, au niveau national ou régional, les activités identifiées dans le programme de travail?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	X
c) dans une large mesure	
374. Votre pays encourage t-il la coopération entre les pays qui partagent les mêmes biomes afin de procéder à la mise en œuvre régionale et sous-régionale du programme?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	X
c) dans une large mesure	

Autres observations sur l'application de ces décisions du programme de travail

--

Décision V/20. Opérations de la Convention

375. Lorsque votre pays nomme des experts pour les ajouter à la liste, tient-il compte de l'équilibre des sexes, de l'engagement des populations autochtones et des membres des communautés locales, et de l'éventail de disciplines et d'expertises applicables?	
a) non	
b) oui	
376. Votre pays a-t-il activement participé aux activités régionales et sous-régionales afin de préparer les réunions de la Convention et de renforcer l'application de celle-ci?	
a) non	
b) dans une moindre mesure	X
c) dans une large mesure	
377. Votre pays a-t-il entrepris une étude des programmes nationaux et des besoins liés à l'application de la Convention et, le cas échéant, en a-t-il informé le Secrétaire exécutif?	
a) non	X

b) en cours	
c) oui	

Tableaux de conclusion

Veillez utiliser cette case pour indiquer les activités particulières que votre pays a menées à la SUITE DIRECTE de son nouveau statut de Partie contractante à la Convention, en faisant référence aux questions antérieures, selon qu'il convient:

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration de la SNPA-DB ✓ Mise en place du réseau des Parcs Nationaux ✓ Préparation d'un Programme :Programme sectoriel forêt, environnement et pêche

Veillez utiliser cette case pour identifier des initiatives conjointes avec d'autres Parties, en vous reportant aux questions précédentes, si nécessaire:

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Projet TRIDOM (conservation de la diversité biologique des zones de Minkébé(Gabon) Dja(Cameroun) et Odzala(Congo-Brazzaville).
--

Veillez utiliser cette case pour formuler toute autre observation sur les questions portant sur la mise en oeuvre de la Convention à l'échelle nationale

--

La formulation de ces questions est basée sur les articles de la Convention et sur les décisions de la Conférence des Parties. Si vous avez eu des difficultés d'interprétation, veuillez nous en informer.

Aucune.

Annexe 2 :

Rapport thématique sur les Ecosystème de Montagne

Ecosystèmes de montagne

1. quelle priorité relative votre pays accorde-t-il à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne ?					
a) haute		b) moyenne	X	c) basse	
2. comment votre pays évalue-t-il les ressources disponibles pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne, aux niveaux tant national qu'international ?					
a) bonnes		b) suffisantes	X	c) restrictives	d) très restrictives
3. votre pays a-t-il demandé une aide financière au fem pour financer les activités de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne ?					
a) non					X
b) oui, veuillez préciser					
Evaluation, identification et suivi					
4. votre pays a-t-il entrepris une évaluation des causes directes et sous-jacentes de la dégradation et de la perte de diversité biologique des écosystèmes de montagne ?					
a) non (veuillez préciser les raisons)					
b) oui, veuillez indiquer les grandes menaces et leur importance relative, ainsi que les lacunes				Exploitation forestière ; Exploitation minière ; Pression de chasse	
c) si oui, veuillez préciser les mesures prises par votre pays pour Maîtriser les causes de la perte de diversité biologique des montagnes				Classer certaines montagnes en parcs nationaux ; Elaborer les décrets interdisant la chasse de certaines espèces rares	
5. votre pays a-t-il recensé des besoins taxonomiques de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique des écosystèmes de montagne ?					
a) non (veuillez préciser les raisons)					
b) oui, veuillez préciser				Inventaires préliminaires entrepris dans certaines	

	Zones (Monts Doudou, de Cristal et Milondo.
6. votre pays a-t-il effectué une évaluation de la vulnérabilité ou de la fragilité des montagnes dans votre pays ?	
a) non , veuillez préciser les raisons	La problématique est récente
b) oui, veuillez préciser les résultats et les effets observés sur la diversité biologique des montagnes	
7. votre pays a-t-il effectué une évaluation importante pour la conservation de la diversité biologique des écosystèmes de montagne au niveau génétique et aux niveaux des espèces et des écosystèmes ? (vous voudrez peut-être utiliser l'annexe i de la convention pour les catégories de diversité biologique importantes pour la conservation)	
a) non , veuillez préciser les raisons	Manque d'expertise et de moyens financiers
b) oui, certaines évaluations ou un certain suivi ont été entrepris (veuillez préciser)	
c) oui, des évaluations ou des programmes de suivi approfondis ont été entrepris (veuillez préciser où l'on peut en trouver les résultats, ainsi que les possibilités et les obstacles constatés, s'il y a lieu)	
Système de réglementation et d'information et plan d'action	
8. votre pays a-t-il élaboré une réglementation, des politiques et des programmes pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne ?	
a) non	
b) oui , veuillez préciser les secteurs	Quelques décrets : Monts Doudou, Monts de Cristal, Monts Iboudji, Monts Birougou. Préciser les n° de décrets
9. votre pays a-t-il appliqué l'approche par écosystème (adoptée à la cinquième réunion de la conférence des parties) dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne ?	
a) non	
b) oui , veuillez citer quelques cas ou exemples	Landscape
10. votre stratégie et votre plan d'action nationaux relatifs à la diversité biologique englobent-ils la diversité biologique des montagnes ?	
a) non , veuillez préciser pourquoi	La problématique est très

	récente
b) oui, veuillez donner quelques informations sur la stratégie et le plan, en particulier sur la diversité biologique des montagnes	
11. votre pays a-t-il diffusé les informations pertinentes concernant les pratiques de gestion, les plans et les programmes pour la conservation et l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne ?	
a) non	X
b) oui, veuillez indiquer où l'on peut trouver les informations concernant les pratiques de gestion, les plans et les programmes	
Coopération	
12. votre pays a-t-il entrepris de collaborer avec d'autres parties pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne au niveau régional ou dans une chaîne de montagnes ?	
a) non	
b) oui , veuillez préciser les objectifs de cette collaboration et ce qu'elle a donné	Mise en place des éco-regions (TRIDOM)
13. votre pays a-t-il signé ou ratifié un traité régional ou international concernant les montagnes ?	
a) non	X
b) oui, veuillez préciser quel traité et fournir, dans la mesure du possible, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application des traités, y compris toute contrainte importante rencontrée dans leur application	

Domaines thématiques pertinents et questions intersectorielles	
14. votre pays a-t-il pris en compte les écosystèmes de montagne quand il a mis en oeuvre des programmes de travail thématiques sur la diversité biologique de l'agriculture; des eaux intérieures; des forêts; et des terres arides et subhumides ?	
a) non	X
b) oui, mais seulement dans un ou deux programmes de travail thématiques	
c) oui, dans tous les programmes de travail	

d) si oui, veuillez donner des précisions	
15. votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer un tourisme viable en montagne ?	
a) non , veuillez préciser pourquoi	Absence d'intérêts
b) oui, mais leur élaboration débute à peine (veuillez préciser les raisons)	
c) leur élaboration est bien avancée (veuillez préciser les raisons)	
d) des mesures assez complètes sont mises en oeuvre (veuillez préciser les raisons)	
16. votre pays a-t-il pris des mesures pour protéger les connaissances, les innovations et les pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne ?	
a) non	X
b) sans objet	
c) oui, mais l'élaboration des politiques ou des programmes commence à peine	
d) oui, leur élaboration est bien avancée	
e) certains programmes sont mis en oeuvre	
f) de vastes programmes sont mis en oeuvre	
17. votre pays a-t-il élaboré des programmes pour la protection du patrimoine naturel et culturel dans les montagnes ?	
a) non	X
b) oui, veuillez donner quelques informations concernant les programmes	
18. votre pays a-t-il établi des zones protégées dans les montagnes ?	
a) non	
b) oui , veuillez préciser le pourcentage de montagnes faisant l'objet de zones protégées par rapport à l'ensemble des zones de montagne de votre pays	Environ 20%
19. votre pays a-t-il entrepris des activités pour célébrer l'année internationale de la montagne et de l'écotourisme ?	
a) non	X

b) oui, veuillez préciser	
---------------------------	--

Etudes de cas

Veillez fournir des études de cas réalisées par votre pays dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les écosystèmes de montagne

Il s'agit des inventaires préliminaires qui ont été réalisés sur les monts Doudou, Milondo, Iboudji, de Cristal et Minkebé.

Autres remarques

Annexe 3 :

Rapport thématique sur le système des Aires Protégées

1. Quelle est la priorité relative accordée à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un système national de zones protégées dans le contexte d'autres obligations découlant de la convention et des décisions de la conférence des parties ?				
a) haute	<u>X</u>	b) moyenne		c) basse
2. Existe-t-il un processus de planification systématique pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système national de zones protégées ?				
a) non				
b) son élaboration commence à peine				
c) son élaboration est bien avancée				
d) oui (veuillez fournir des copies de documents pertinents décrivant le processus)			X	
3. Existe-t-il une évaluation de la mesure dans laquelle le réseau existant de zones protégées englobe toutes les zones considérées comme importantes pour la conservation de la diversité biologique ?				
a) non				
b) une évaluation est prévue				
c) une évaluation est en cours				
d) oui (veuillez fournir des copies des évaluations exécutées)			X	

cadre réglementaire

4. Un cadre de politique générale et/ou une loi d'habilitation sont-ils en place pour l'établissement et la gestion de zones protégées ?				
a) non				
b) leur élaboration commence à peine				
c) leur élaboration est bien avancée				
d) oui (veuillez fournir des copies des documents pertinents)			X	
5. Des lignes directrices, critères et objectifs ont-ils été adoptés à l'appui de la sélection, de l'établissement et de la gestion de zones protégées ?				
a) non			X	

b) leur élaboration commence à peine	
c) leur élaboration est bien avancée	
d) oui (veuillez fournir des copies des lignes directrices, critères et objectifs)	
6. Recourt-on, dans la gestion des zones protégées, à des mesures d'incitation, par exemple, à des droits d'entrées pour les visiteurs des parcs ou à des arrangements pour le partage des avantages avec les communautés adjacentes et autres parties prenantes concernées ?	
a) non	<u>X</u>
b) oui, des mesures d'incitation ont été mises en oeuvre pour certaines zones protégées (veuillez donner quelques exemples)	
c) oui, des mesures d'incitation ont été mises en oeuvre pour toutes les zones protégées (veuillez donner quelques exemples)	
<i>approche de la gestion</i>	
7. Les principales menaces pesant sur les zones protégées et la diversité biologique qu'elles recèlent ont-elles été évaluées de manière à permettre de mettre en place des programmes pour parer à ces menaces et à leurs effets et pour influencer sur les principaux moteurs ?	
a) non	
b) une évaluation est prévue	<u>X</u>
c) une évaluation est en cours	
d) oui, une évaluation a été exécutée	
e) des programmes et politiques destinés à parer à ces menaces sont en place (veuillez fournir des informations de base sur les menaces et les mesures prises)	
8. Les zones protégées sont-elles établies et gérées dans le cadre de la région dans laquelle elles se trouvent, compte tenu d'autres stratégies sectorielles et de leur contribution à celles-ci ?	
a) non	<u>X</u>
b) oui, dans certaines zones	
c) oui, dans toutes les zones (veuillez fournir des précisions)	

9. Les zones protégées sont-elles de diverses natures, répondant à différents objectifs de gestion et/ou fonctionnant conformément à différents régimes de gestion ?	
a) non, la plupart des zones répondent à des objectifs similaires et sont soumises à des régimes de gestion similaires	
b) de nombreuses zones ont des objectifs/régimes de gestion similaires, mais il y a également des exceptions	<u>X</u>
c) oui, les zones protégées sont de diverses natures (veuillez donner des précisions)	
10. Les parties prenantes participent-elles dans une large mesure à l'établissement et à la gestion des zones protégées ?	
a) non	
b) pour certaines, mais pas pour toutes les zones protégées	<u>X</u>
c) oui, toujours (veuillez donner des précisions sur l'expérience acquise)	
11. Existe-t-il dans votre pays des zones protégées établies et gérées par des organismes non gouvernementaux, des groupes de citoyens, le secteur privé et des particuliers et sont-elles formellement reconnues ?	
a) non, il n'en existe pas	
b) oui, il en existe mais elles ne sont pas formellement reconnues	
c) oui, il en existe et elles sont formellement reconnues (veuillez fournir des informations supplémentaires)	Lopé (WCS / Ecofac) ; Minkebe (WWF) ; Gamba (WWF /SMITH SONNIAN)
ressources disponibles	
12. les ressources humaines, institutionnelles et financières suffisent-elles pour la pleine mise en oeuvre du réseau de zones protégées, y compris pour la gestion des différentes zones protégées ?	
a) non, elles sont très restrictives (veuillez fournir des informations de base sur les besoins et les lacunes)	
b) non, elles sont restrictives (veuillez fournir des informations de base sur les besoins et les lacunes)	240 personnes pour 40.000 km ² ; L'union européenne a donné 4,7 millions d'Euro pour l'appui institutionnel et la gestion des aires protégées (caroline Tutin, 2002).

c) les ressources disponibles sont adéquates (veuillez fournir des informations de base sur les besoins et les lacunes)	
d) oui, de bonnes ressources sont disponibles	
13. votre pays a-t-il demandé/reçu une aide financière du fonds pour l'environnement mondial ou d'autres sources internationales pour l'établissement/la gestion des zones protégées ?	
a) non	
b) un financement a été demandé mais n'a pas été reçu	
c) un financement est demandé actuellement	X
d) oui, un financement a été reçu (veuillez fournir des copies des documents pertinents)	
<i>evaluation</i>	
14. les contraintes relatives à la mise en oeuvre et à la gestion d'un système adéquat de zones protégées ont-elles été évaluées afin que des mesures puissent être prises pour remédier à ces contraintes ?	
a) non	X
b) oui, les contraintes ont été évaluées (veuillez fournir des informations supplémentaires)	
c) oui des mesures concernant ces contraintes sont en place (veuillez fournir des informations supplémentaires)	
15. un programme est-il en place ou en cours d'élaboration en vue d'évaluer régulièrement l'efficacité de la gestion des zones protégées et de prendre des mesures sur la base de ces informations ?	
a) non	
b) oui, un programme est en cours d'élaboration (veuillez fournir des informations supplémentaires)	Oui un programme est en cours d'élaboration :Cf. Conseil National sur les Parcs Nationaux.
c) oui, un programme est en place (veuillez fournir des informations supplémentaires)	
16. une évaluation de la valeur des avantages et des services tangibles et intangibles fournis par les zones protégées a-t-elle été faite ?	
a) non	
b) une évaluation est prévue	

c) une évaluation est en cours	X
d) oui, une évaluation a été faite (veuillez fournir des informations supplémentaires)	
<i>coopération régionale et internationale</i>	
17. votre pays collabore-t-il ou communique-t-il avec les pays voisins pour l'établissement et/ou la gestion de zones protégées transfrontalières ?	
a) non	
b) oui, (veuillez donner des précisions)	Oui en ce qui concerne la Transnationale DJA-ODZALA-MINKEBE . Ce projet réunit le Cameroun, le Gabon et le Congo Brazzaville
18. les professionnels des principales zones protégées de votre pays sont-ils membres de la commission mondiale sur les zones protégées de l'uicn, contribuant ainsi à promouvoir le partage d'informations et d'expériences ?	
a) non	
b) oui	
c) il n'y a pas d'informations à ce sujet	X
19. votre pays a-t-il fourni des informations sur ses zones protégées au centre mondial de surveillance de la conservation du pnue afin de permettre une évaluation scientifique de l'état des zones protégées du monde entier ?	
a) non	X
b) oui	
20. <i>si votre pays a des zones protégées ou d'autres sites reconnus ou désignés en vertu d'une convention ou d'un programme international (y compris les conventions et programmes régionaux), veuillez fournir des copies des rapports soumis à ces programmes ou des résumés de ces rapports.</i>	
21. estimez-vous qu'il existe certaines activités relatives aux zones protégées pour lesquelles votre pays a une grande expérience qui serait directement utile aux autres parties contractantes ?	
a) non	X
b) oui (veuillez fournir des précisions)	

autres remarques

- ✓ Le réseau d'Aires protégées a été mis en place récemment (2002) ;
- ✓ Le Conseil National sur les Parcs Nationaux n'est pas encore totalement fonctionnel ;
- ✓ L'aménagement n'a pas encore commencé dans les zones retenues

Annexe 4 :

Rapport thématique sur le transfert de la technologie et la Coopération Technologique

inventaire et évaluation

1. votre pays a-t-il établi un inventaire des technologies ou des catégories de technologies existantes, y compris celles des communautés autochtones et locales, pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs, dans tous les domaines thématiques et pour toutes les questions intersectorielles abordés par la convention ?	
a) non	x
b) un inventaire est en préparation	
c) un inventaire de certaines technologies est disponible (veuillez fournir quelques précisions)	
d) oui, un inventaire complet est disponible (veuillez fournir des précisions)	
2. votre pays a-t-il évalué les effets potentiels des technologies pertinentes sur la diversité biologique et les exigences auxquelles il faut satisfaire pour bien les appliquer ?	
a) non	x
b) oui, veuillez donner quelques exemples	
3. votre pays a-t-il fait une évaluation des besoins de technologies pertinentes ?	
a) non (veuillez préciser les raisons)	x
b) oui, veuillez préciser les besoins satisfaits et les besoins non satisfaits pour ce qui est des technologies existantes et des technologies nouvelles	
Application de certains articles pertinents de la convention, des décisions pertinentes adoptées lors de réunions précédentes de la conférence des parties et des recommandations du sbstta	
4. dans la mise en oeuvre des programmes de travail thématiques adoptés par des réunions précédentes de la conférence des parties, votre pays a-t-il obtenu les résultats prévus dans ces programmes de travail grâce à un transfert de technologie et à une coopération technologique ? (décisions ii/10, iii/11, iv/6, iv/7 et v/4)	
a) non	x
b) oui, mais seulement pour quelques activités de certains programmes	

c) oui, pour un large éventail d'activités dans de nombreux programmes de travail	
d) si oui, veuillez préciser ces activités et programmes de travail	
5. votre pays a-t-il instauré une coopération technologique avec d'autres parties contractantes n'ayant ni les compétences ni les ressources voulues pour évaluer les risques et réduire au minimum les effets négatifs résultant de l'introduction d'espèces exotiques ? (décision v/8)	
a) non	x
b) oui - veuillez donner des précisions ci-après (y compris les types de technologies transférées, les parties prenantes concernées, les conditions de transfert et les moyens d'accès à la technologie)	
6. votre pays a-t-il pris des dispositions ou des mesures pour faciliter le transfert de technologie à d'autres parties et la coopération technologique avec elles afin de développer et/ou de renforcer leur capacité à appliquer la politique, le programme et la pratique concernant l'utilisation durable de la diversité biologique ? (décision v/24)	
a) non	x
b) oui, veuillez indiquer les mesures et les dispositions précises	
7. pourriez-vous fournir des exemples ou des illustrations d'accords contractuels de partage des avantages qui ont comporté une coopération technologique et un transfert de technologie parmi les avantages à partager ? (article 15)	
a) non	x
b) oui	
8. votre gouvernement a-t-il pris des mesures, le cas échéant, pour garantir, comme le stipule le paragraphe 3 de l'article 16, aux parties contractantes fournissant des ressources génétiques l'accès à la technologie qui utilise ces ressources et le transfert de ladite technologie ? (article 16)	
a) non	x
b) oui, veuillez donner quelques précisions	
9. les institutions taxonomiques de votre pays ont-elles pris des initiatives pour la fixation de priorités nationales, tant individuellement qu'au niveau régional, en matière de technologies nouvelles ? (décision iv/1)	
a) non	x
b) oui, leur élaboration commence à peine	
c) oui, leur élaboration est bien avancée	

d) oui, quelques initiatives sont en place et quelques priorités ont été définies	
e) oui, toutes les priorités ont été définies	
10. votre pays a-t-il participé au développement et/ou au transfert de technologie pour le maintien et l'utilisation de collections ex-situ ? (décision v/26)	
a) non	x
b) oui - veuillez donner des précisions ci-après (y compris sur les types de technologies transférées, les parties prenantes concernées, les conditions de transfert et les moyens d'accès à la technologie)	
11. le centre d'échange a-t-il été développé davantage dans votre pays afin de faciliter l'obtention d'informations concernant l'accès aux technologies et le transfert de technologie ? (décision v/14)	
a) non	x
b) oui, veuillez donner quelques exemples	
<i>rôles des secteurs public et privé dans le transfert de technologie et la technologie</i>	
12. connaissez-vous des exemples de partenariats technologiques entre des établissements publics de r&d de pays en développement et des entreprises du secteur privé de pays industrialisés ? si oui, dans quelle mesure ces partenariats ont-ils comporté :	
a) la formation de scientifiques du pays en développement à l'application de nouvelles technologies pour la conservation et l'utilisation de ressources génétiques ?	
b) la mise en commun d'informations sur de nouveaux échanges scientifiques et progrès technologiques ?	
c) la fourniture de divers éléments de technologie aux établissements partenaires des pays en développement ?	
d) le lancement de r&d en commun ?	
13. votre pays a-t-il pris des mesures ou élaboré des programmes pour encourager le secteur privé ou le partenariat public-privé à mettre au point et à transférer des technologies à l'intention des gouvernements et des organismes des pays en développement, y compris la coopération sud-sud ?	
a) non	x
b) oui, veuillez donner des précisions	
14. des incitations de quelque nature que ce soit ont-elles été mises en place dans votre pays pour encourager la participation du secteur privé aux activités de conservation et d'utilisation durable en tant que sources de nouvelles technologies et sources potentielles de financement pour les programmes de conservation ?	

a) non	
b) oui, veuillez donner des précisions	X Secteur forestier avec l'aménagement et la certification.
<i>Impact des droits de propriété intellectuelle sur le transfert de technologie et la coopération technologique</i>	
15. les technologies auxquelles votre pays a accès ou souhaite avoir accès sont-elles dans le domaine public ou sont-elles couvertes par des droits de propriété intellectuelle ?	
a) domaine public	
b) droits de propriété intellectuelle	
c) les deux	X
16. les droits de propriété intellectuelle ont-ils constitué un facteur limitant dans l'acquisition de technologies pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ?	
a) non	X
b) oui, veuillez fournir un exemple et préciser les points suivants : type de technologie recherchée (technologie douce ou dure); domaine auquel elle doit être appliquée (par exemple, forêts, milieu marin, eaux intérieures, agriculture, etc.)	
Création des capacités pour le transfert de technologie et la coopération technologique	
17. des structures institutionnelles adéquates ont-elles été établies et/ou la capacité humaine est-elle suffisante pour l'accès aux technologies pertinentes dans votre pays ?	
a) non	X
b) oui	
18. quels sont les facteurs limitants, s'il y en a, pour l'application des technologies pertinentes ?	
a) capacité institutionnelle	X
b) capacité humaine	X
c) autres - veuillez préciser	
19. votre pays estime-t-il que l'accès à l'information et la formation ou leur absence a constitué un facteur limitant pour l'accès à la technologie et le transfert de technologie ?	
a) non	
b) oui, veuillez donner quelques exemples	X

	Exemple biotechnologie ou biosécurité
20. votre pays a-t-il pu identifier les technologies pertinentes dans des domaines précis pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique sur son territoire ?	
a) non	x
b) oui, veuillez donner des précisions	
21. votre pays a-t-il établi une politique nationale et des institutions internationales et nationales pour promouvoir la coopération technologique, y compris à travers le développement et le renforcement des capacités techniques, humaines et institutionnelles ?	
a) non (veuillez préciser les raisons)	x
b) oui, veuillez donner quelques précisions ou exemples	
22. votre pays a-t-il établi des programmes de recherche en commun et des coentreprises pour la mise au point de technologies répondant aux objectifs de la convention ?	
a) non	x
b) oui, veuillez donner quelques précisions ou exemples	
mesures destinées à faciliter l'accès à la technologie et le transfert de technologie	
23. votre pays a-t-il mis en place des mécanismes et/ou des mesures pour encourager et faciliter le transfert de technologie à d'autres parties contractantes et la coopération technologique avec elles ?	
a) non	x
b) oui, veuillez fournir quelques précisions	
24. votre pays a-t-il établi des voies d'accès aux technologies mises au point et appliquées pour atteindre les objectifs de la convention ?	
a) non	x
b) oui, veuillez fournir des informations détaillées	
Réussites et contraintes dans le transfert de technologie et la coopération technologique	
25. votre pays a-t-il recensé des réussites, des possibilités et des contraintes en matière de transfert de technologie et de coopération technologique avec d'autres parties contractantes ?	
a) non	x
b) oui, veuillez fournir des informations détaillées	

Autres remarques

Tous les aspects liés au transfert de technologie et la coopération technologique ne sont pas encore une priorité quand bien un besoin réel existe par rapport à ces problématiques.